



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 8257

Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Date de dépôt : 29-06-2023

Date de l'avis du Conseil d'État : 13-07-2023

Auteur(s) : Madame Yuriko Backes, Ministre des Finances

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
29-06-2023	Déposé	8257/00	<u>3</u>
05-07-2023	Avis de la Chambre de Commerce (3.7.2023)	8257/01	<u>28</u>
13-07-2023	Avis du Conseil d'État (13.7.2023)	8257/02	<u>31</u>
05-12-2023	Commission des Finances Procès verbal ( 05 ) de la reunion du 5 décembre 2023	05	<u>34</u>
08-12-2023	Rapport de commission(s) : Commission des Finances Rapporteur(s) : Monsieur Maurice Bauer	8257/03	<u>47</u>
08-12-2023	Commission des Finances Procès verbal ( 06 ) de la reunion du 8 décembre 2023	06	<u>52</u>
14-12-2023	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°6 Une demande de dispense du second vote a été introduite	Texte voté - Projet de loi N°8257	<u>56</u>
14-12-2023	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°6 Une demande de dispense du second vote a été introduite	Bulletin de vote n°1 - Projet de loi N°8257	<u>58</u>
22-12-2023	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (22-12-2023) Evacué par dispense du second vote (22-12-2023)	8257/04	<u>61</u>
22-12-2023	Publié au Mémorial A n°834 en page 1	Mémorial A N° 834 de 2023	<u>64</u>
	Résumé du dossier	Résumé	<u>84</u>

8257/00

**N° 8257**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2022-2023

---

**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

*Document de dépôt*

*Dépôt: le 29.6.2023*

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

*Article unique.* – Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID).

Château de Berg, le 27 juin 2023

*La Ministre des Finances,*

Yuriko BACKES

HENRI

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de lois destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement.

L'AID est supervisée par ses 174 pays actionnaires, qui composent le Conseil des gouverneurs. Ses activités sont administrées par le personnel opérationnel de la Banque mondiale, les Gouvernements et les organes d'exécution dans les pays où elle finance des projets de développement.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action. Les représentants des États bailleurs de fonds (appelés « délégués à l'AID ») et des représentants des pays membres emprunteurs veillent à ce que les cadres d'action et de financement de l'AID répondent bien aux besoins des pays. Le personnel de l'AID se concerta aussi avec des organisations de la société civile (OSC), des fondations et des groupes de réflexion du monde entier lors de l'élaboration de ses cadres d'action.

La reconstitution la plus récente des ressources de l'AID – la 20e (AID-20) – s'est achevée en mars 2022, par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains (contre 82 milliards de dollars américains pour AID-19). Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise: vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Ce programme pour le financement de projets sur la période 1<sup>er</sup> juillet 2022 – 30 juin 2025 aidera les pays à faible revenu à reconstruire leur économie face à des crises qui se chevauchent – changement climatique, COVID-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

AID-20 aidera les pays à relever ces défis en :

- Donnant la priorité aux investissements dans le capital humain tels que l'éducation, la santé et la nutrition, et les vaccins COVID-19 ;
- Renforçant la résilience des systèmes alimentaires et fourniture d'un soutien d'urgence. AID-20 soutiendra l'agriculture et les systèmes de protection sociale pour accroître la production alimentaire et aider les familles à amortir les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires ;
- Approfondissant le soutien pour se préparer aux crises futures, y compris les pandémies, les chocs financiers et les risques naturels ;
- Renforçant l'action sur le changement climatique, y compris les actions pour soutenir l'adaptation, préserver la biodiversité et permettre aux pays de passer à une voie de développement à faibles émissions avec une transition juste ;
- Fournissant un soutien accru et flexible aux pays confrontés à la fragilité et aux conflits ;
- Mettant en œuvre une politique de la dette pour promouvoir des pratiques durables d'emprunt et de prêt dans les pays AID.

Dans le but d'établir un équilibre entre la continuité et l'innovation, AID-20 maintiendra les quatre thèmes spéciaux d'AID-19 (à savoir changement climatique ; fragilité, conflit et violence ; genre ; et emplois et transformation économique) et fera du capital humain le cinquième thème spécial. AID-20 intensifiera également les efforts de redressement en se concentrant sur quatre questions transversales, à savoir viabilité et transparence de la dette, gouvernance et institutions, technologie et préparation aux crises (comme nouvelle question transversale). Les trois premières sont également des questions transversales dans AID-19. Le handicap, qui est une question transversale dans AID-19, sera traité sous le thème du capital humain dans AID-20.

AID-20 continuera à travailler en étroite collaboration avec les pays pour atteindre leurs objectifs de développement à long terme tels que l'égalité des sexes et la création d'emplois, en mettant l'accent sur la gouvernance et les institutions, et en réduisant la fracture numérique pour favoriser la transformation économique et l'inclusion sociale.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire totalisant 23,5 milliards de dollars américains, avec un financement supplémentaire levé sur les marchés des capitaux, des remboursements et les propres contributions de la Banque mondiale. Plusieurs mesures d'optimisation du bilan sont introduites dans le cadre de financement pour AID-20 afin d'élargir la portée des contributions des donateurs au profit des pays AID. Soutenu par son modèle de financement innovateur permettant de mobiliser plus de trois euros de pouvoir d'engagement pour chaque euro fourni au titre des contributions des bailleurs de fonds en contractant sur le marché financier des emprunts à des taux d'intérêt bas, grâce à son triple A, AID-20 réunit l'enveloppe la plus ambitieuse jusqu'à présent.

Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. Eu égard au rôle central de l'AID ainsi que de la reconstitution de ses ressources s'inscrivant dans un contexte d'ambitions mondiales accrues et d'intensification des risques, son importance cruciale en tant que plate-forme de l'aide au développement mondial est indéniable. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21% de l'enveloppe globale de l'AID.

Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développe-

ment. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent, il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61 210 000 euros dont l'amortissement est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %
	61 210 000 €	100,00%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit :

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA-2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR
IDA-16	26 mars 2012	48,95 EUR	0,74 EUR	49,69 EUR
IDA-17	15 novembre 2015	50,40 EUR	/	50,40 EUR
IDA-18	6 juin 2018	56,45 EUR	/	56,45 EUR
IDA-19	10 juillet 2020	61,07 EUR	/	61,07 EUR

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article unique prévoit l'autorisation pour le Gouvernement de participer à hauteur de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID) du Groupe de la Banque mondiale conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.

\*

## FICHE FINANCIERE

(Art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État)

Le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement impliquera l'émission en 2024 d'un billet à ordre (« promissory note ») d'un montant de EUR 61 210 000.

Ce montant sera imputé sur l'article budgétaire 34.8.84.037 (Décaissement de „Billets à ordre“ émis au profit d'institutions financières internationales dans le cadre de reconstitutions des ressources (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)).

Le tirage du billet à ordre est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %
	61 210 000 €	100,00%

Au regard des règles du Système européen des comptes SEC 2010, seul le montant appelé du billet à ordre au cours d'une année civile sera comptabilisé dans le déficit national annuel de la même année. Ces règles sont susceptibles de modification dans les mois à venir.

\*

## FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

### Coordonnées du projet

<b>Intitulé du projet :</b>	<b>Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement</b>
<b>Ministère initiateur :</b>	<b>Ministère des Finances</b>
<b>Auteur(s) :</b>	<b>Arsène Jacoby/ Miguel Marques</b>
<b>Téléphone :</b>	<b>2478 2709/ 2478 2621</b>
<b>Courriel :</b>	<b>Arsene.jacoby@fi.etat.lu/ Miguel.marques@fi.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet :</b>	<b>Le projet de loi a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois à participer à la reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s) :</b>	<b>Aucun</b>
<b>Date :</b>	<b>20/02/2023</b>

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui  Non   
 Si oui, laquelle/lesquelles :  
 Remarques/Observations :
  
2. Destinataires du projet :
  - Entreprises/Professions libérales : Oui  Non
  - Citoyens : Oui  Non
  - Administrations : Oui  Non
  
3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.<sup>1</sup>   
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)  
 Remarques/Observations :
  
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui  Non   
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :
  
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.



6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui  Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, lequel ?  
 Remarques/Observations :

#### Egalité des chances

15. Le projet est-il :  
 – principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 – positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez de quelle manière :  
 – neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez pourquoi : Il s'agit d'une opération purement financière.  
 – négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, expliquez de quelle manière :

#### Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

<sup>5</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

## International Development Association Board of Governors

**RESOLUTION No. 248****ADDITIONS TO RESOURCES: TWENTIETH REPLENISHMENT****WHEREAS:**

- (A) The members of the International Development Association (the “Association”) have recognized the urgent need to increase the financing of the Association to its borrowing countries to further support the response to and recovery from the COVID-19 pandemic;
- (B) In recognition of the strong demand for additional resources in the face of the COVID-19 pandemic, the Executive Directors of the Association have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to:
  - (i) shorten the period of the Nineteenth Replenishment of resources authorized by Resolution No. 244 of the Board of Governors (the “Nineteenth Replenishment”) by one year and adjust the financing envelope for the Nineteenth Replenishment; and
  - (ii) authorize a replenishment of resources for new financing commitments for the period from July 1, 2022 to June 30, 2025 (the “Twentieth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Twentieth Replenishment – Building Back Better from the Crisis: Toward a Green, Resilient and Inclusive Future,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 17, 2022, and submitted to the Board of Governors;
- (C) The members of the Association agree that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (D) Additional subscriptions are to be authorized:
  - (i) for members of the Association that have expressed their intention, subject to any necessary legislative authorization, to make available additional resources to the Association, and
  - (ii) for other members of the Association pursuant to the provisions of Article III, Section 1(c) of the Articles of Agreement of the Association (the “Articles”) to give each such member an opportunity to subscribe, under such conditions as shall be reasonably determined by the Association, an amount which will enable it to maintain its relative voting power;
- (E) Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) are to receive additional votes to enhance Recipients’ voice, on the basis of the agreement of Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(b) below) and Interstitial Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) to waive their rights under Article III, Section 1(c) of the Articles;
- (F) It is desirable to provide for a portion of resources to be subscribed by members to be paid to the Association as advance subscriptions;
- (G) Additional subscriptions are to be authorized for members to provide compensation for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative; and to reflect the grant element of concessional loans made by members to the Association;
- (H) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans from members (each a “Concessional Partner Loan”) (“CPL”) in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the CPLs will form part of the member’s subscriptions hereunder;
- (I) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees, equity investments, and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (J) It is desirable to administer any remaining funds from the Nineteenth Replenishment as part of the Twentieth Replenishment.

**NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS** the Report as approved by the Executive Directors, **NOTES** its conclusions and recommendations, **AND RESOLVES**

**THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. *Adjustment of the Period of the Nineteenth Replenishment.*

- (a) Resolution No. 244 is amended in Recital A to read as follows:  
 “The Executive Directors of the International Development Association (the “Association”) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2020 to June 30, 2022 (the “Nineteenth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Nineteenth Replenishment,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 11, 2020, and submitted to the Board of Governors;”
- (b) Except as provided in paragraph 1(a) above, all other terms of Resolution No. 244 of the Board of Governors shall remain the same.

2. *Authorization of Subscriptions under the Twentieth Replenishment.*

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns 5, 6 and 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
  - (i) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members to compensate the Association for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
  - (ii) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members reflecting the grant element of a CPL in the amounts specified in Column 6 of Table 1a- SDR attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no subscription is specified in Table 2 and additional subscriptions from members incremental to the amounts specified for each such member in Tables 1a and 1b.
- (c) The rights and obligations of the Association and the members that make available additional resources to the Association pursuant to paragraph 4(b) below in respect of the authorized subscriptions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety percent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

3. *Agreement to Pay.*

- (a) When a member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution (“Instrument of Commitment”) and with respect to:
  - (i) its subscription for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative, a member will either include such subscription in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 10(a) of this Resolution; and
  - (ii) a CPL, a member will enter into written agreement(s) in such form as maybe acceptable to the Association.
- (b) When a member that is referred to in paragraph 4(b) below agrees to pay the first part of its subscription without qualification and the other part is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a CPL) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association (“Qualified Instrument of Commitment”) and such member:
  - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription by the payment dates set out in paragraph 4(b) of this Resolution; and
  - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

#### 4. *Payment Timeline.*

- (a) Each Recipient Member and Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power, will pay such amount to the Association in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 7(a) of this Resolution.
- (b) A member, other than such members referred to in paragraph 4(a) above, that agrees to subscribe to an amount and that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment, will pay to the Association the amount of its subscription in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that:
  - (i) the Association and each member may agree to earlier payment;
  - (ii) if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Twentieth Replenishment becomes effective;
  - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment; and
  - (iv) if any member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each member that makes a subscription through the grant element of a CPL will pay to the Association the amount of the Loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025, or as agreed with the Association.

#### 5. *Mode of Payment.*

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
  - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
  - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be nonnegotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of the members referred to in paragraph 4(b) above, on an approximately pro rata basis among such members, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a member and the Association. With respect to a member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution as may be applicable.

#### 6. *Currency of Denomination of Payments.*

- (a) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(a) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association. Payments will be made in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(b) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the cur-

rency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2017-2019, as determined by the Association, its subscription will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Payments will be made in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations.

- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived there from as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a member that makes a subscription through the grant element of a CPL will denominate and make payment of such CPL in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements.

#### 7. *Effective Date.*

- (a) The Twentieth Replenishment will become effective and the resources to be subscribed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the "Effective Date") when the members referred to in paragraph 4(b) above, whose subscriptions aggregate not less than SDR 9,868 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) or duly executed concessional loan agreements to provide the CPLs, provided that this date shall be not later than March 15, 2023, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.
- (c) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, to use one third of the agreed Replenishment amount, for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products.

#### 8. *Advance Subscriptions.*

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription for which -
  - (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
  - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
  - (iii) a duly executed concessional loan agreement for a CPL has been received by the Association;
 as an "Advance Subscription" to use for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products, unless the member referred to in paragraph 4(b) above specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification or concessional loan agreement for a CPL.
- (b) The Association shall specify when Advance Subscriptions pursuant to paragraph 8(a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to subscriptions to the Twentieth Replenishment shall apply also to Advance Subscriptions until the Effective Date, when such subscriptions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each member referred to in paragraph 4(b) above, for its subscription.

- (d) In the event that the Twentieth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 7(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Subscription as if it had been made as a subscription under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Subscription will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.
9. *Authority to Use Subscription.*
- (a) Subscriptions will become available for use by the Association for financing to eligible recipients upon receipt of the Instruments of Commitment and after the Effective Date, provided that Advance Subscriptions may become available earlier under paragraph 8(a) of this Resolution.
- (b) Any qualified part of a subscription notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for use by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 3(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Twentieth Replenishment become available for commitment by the Association.
10. *HIPC Subscriptions.*
- (a) Members making an additional subscription to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative, will do so either: (i) through an additional subscription to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Subscription") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window or of the Debt Relief Trust Fund ("Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a "Debt Relief Transfer Notification"). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amount set forth in Column 8 of Table 1a-SDR to this Resolution, to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that the Association and each member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription under the Twentieth Replenishment.
11. *Authorization of Grants, Guarantees, Equity Investments and Risk Intermediation.* The Association is hereby authorized to provide financing under the Twentieth Replenishment in the form of grants and guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products.
12. *Administration of IDA19 Funds under the Twentieth Replenishment.*
- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Nineteenth Replenishment will be administered under the Twentieth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Nineteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a) (i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 12(a) above, and funds derived there from as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants, guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products under the terms, conditions and policies applicable under the Twentieth Replenishment.
13. *Allocation of Voting Rights under the Twentieth Replenishment.* The IDA Voting Rights Framework recommended by the Executive Directors is hereby approved and, notwithstanding the provisions of paragraph 7 of this Resolution, is effective immediately. On the basis of the IDA Voting Rights

Framework, voting rights shall be allocated to members for subscriptions under the Twentieth Replenishment, in addition to their current voting rights, as follows:

- (a) (i) Each member that is determined to be eligible to receive financing from the Association on or about July 1 immediately preceding the date of submission of this Resolution to the Board of Governors but excluding members that are proposed to graduate from the Association during the Twentieth Replenishment (“Recipient Member”) and (2) each member that is not a Recipient Member but was eligible to receive financing from the Association any time during the period covered by the Fifteenth Replenishment through the Nineteenth Replenishment (“Interstitial Non-Recipient Member”) that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 4(a) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power.
- (ii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe to an amount exceeding such amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated one-third the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of:
  - (A) one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power; and
  - (B) one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription authorized in excess of the amount in subparagraph (A) above.
- (iii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (i) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (iv) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (ii) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (v) Each Recipient Member shall be allocated the additional votes (“Recipient Boost Votes”) specified in Column b-1 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each member that is not a Recipient Member or an Interstitial Non-Recipient Member (“Non-Recipient Member”) that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan) shall be allocated one-third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription. Each such member shall be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (c) Each member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative.
- (d) Each member that has provided a CPL in the amount provided in Table 1b will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the CPL and will be allocated, in respect of such grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time following payment to the Association of the CPL.



- (e) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription.
- (f) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (g) If a member fails to pay any amount of its subscription when due, or fails to pay when due any amount of (or due in connection with) a CPL, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Twentieth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in the net present value of such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in the net present value of such payments causing such adjustment is subsequently made up.
- (h) If a member makes available, on or after the date this Resolution is adopted by the Board of Governors, additional resources to the Association in the form of subscriptions, pursuant to the authorization to the Association under the respective resolutions for any replenishment from the Eleventh Replenishment through to the Nineteenth Replenishment to accept additional resources from any member (i) for which no contribution is specified under such resolutions, or (ii) incremental to the amounts specified for such member in such resolutions, such member shall be allocated voting rights, and other members shall have the opportunity to exercise their preemptive right, in respect of this additional subscription, in accordance with the IDA Voting Rights Framework and the provisions of this paragraph 13.

*(Adopted on March 31, 2022)*

**Table 1a-SDR. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in SDR millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>		Basic Contribution				HIPC Costs		Net Share <sup>7/</sup>	Net Share (Illustrative Reference) <sup>7/</sup>	
	Gross Share <sup>4/</sup>	Amount	Share <sup>5/</sup>	Amount	Grant Amount	of which		Share <sup>6/</sup>	Amount	(9)	(10)
						Grant Element of Concessional Loan Amount					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
Algeria	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%	
Argentina	0.01%	2.10	0.01%	1.57	1.57	-	0.20%	0.53	0.01%	0.01%	
Australia	1.07%	257.93	1.07%	253.67	253.67	-	1.61%	4.26	1.57%	1.48%	
Austria	1.51%	364.00	1.52%	361.72	361.72	-	0.86%	2.28	2.21%	2.09%	
Belgium	1.55%	372.91	1.55%	368.37	319.92	48.45	1.71%	4.53	2.27%	2.14%	
Canada	3.45%	828.90	3.44%	817.93	817.93	-	4.14%	10.97	5.04%	4.76%	
China	3.84%	923.50	3.88%	923.24	923.24	-	0.10%	0.26	5.62%	5.30%	
Croatia	0.01%	2.33	0.01%	2.33	2.33	-	0.00%	-	0.01%	0.01%	
Cyprus	0.02%	4.82	0.02%	4.77	4.77	-	0.02%	0.05	0.03%	0.03%	
Czech Republic	0.05%	12.63	0.05%	12.47	12.47	-	0.06%	0.16	0.08%	0.07%	
Denmark	1.10%	264.67	1.10%	261.46	261.46	-	1.21%	3.21	1.61%	1.52%	
Egypt, Arab Rep. of	0.02%	4.33	0.02%	4.30	4.30	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%	
Estonia	0.02%	4.29	0.02%	4.27	4.27	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%	
Finland	0.43%	104.02	0.43%	102.27	102.27	-	0.66%	1.75	0.63%	0.60%	
France	5.06%	1,216.87	5.04%	1,199.32	1,199.32	-	6.62%	17.54	7.40%	6.99%	
Germany	5.62%	1,351.08	5.55%	1,320.95	1,320.95	-	11.37%	30.13	8.21%	7.76%	
Hungary	0.06%	14.44	0.06%	14.28	14.28	-	0.06%	0.16	0.09%	0.08%	
Iceland	0.04%	10.15	0.04%	10.08	10.08	-	0.03%	0.08	0.06%	0.06%	
India	0.69%	165.76	0.69%	164.85	164.85	-	0.34%	0.90	1.01%	0.95%	
Indonesia	0.09%	20.99	0.09%	20.85	20.85	-	0.05%	0.14	0.13%	0.12%	
Ireland	0.37%	88.46	0.37%	87.92	87.92	-	0.20%	0.53	0.54%	0.51%	
Israel	0.08%	19.96	0.08%	19.66	19.66	-	0.11%	0.30	0.12%	0.11%	
Italy	2.05%	493.85	2.03%	483.78	483.78	-	3.80%	10.07	3.00%	2.83%	
Japan	10.00%	2,405.85	9.93%	2,363.45	2,363.45	-	16.00%	42.40	14.63%	13.81%	
Korea	1.50%	360.88	1.50%	356.90	356.90	-	1.50%	3.98	2.19%	2.07%	
Kuwait	0.20%	47.60	0.20%	47.21	47.21	-	0.15%	0.39	0.29%	0.27%	
Latvia	0.02%	5.04	0.02%	5.02	5.02	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%	
Lithuania	0.02%	5.05	0.02%	5.03	5.03	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%	
Luxembourg	0.21%	51.11	0.21%	50.61	50.61	-	0.19%	0.50	0.31%	0.29%	
Malaysia	0.03%	6.30	0.03%	6.09	6.09	-	0.08%	0.20	0.04%	0.04%	
Mexico	0.05%	11.89	0.05%	11.73	11.73	-	0.06%	0.16	0.07%	0.07%	
Morocco	0.01%	3.50	0.01%	3.50	3.50	-	0.00%	-	0.02%	0.02%	
Netherlands	2.94%	706.59	2.94%	698.98	698.98	-	2.87%	7.61	4.30%	4.06%	
New Zealand	0.11%	27.27	0.11%	26.93	26.93	-	0.13%	0.34	0.17%	0.16%	
Nigeria	0.06%	14.15	0.06%	14.02	14.02	-	0.05%	0.13	0.09%	0.08%	
Norway	1.14%	274.01	1.13%	269.56	269.56	-	1.68%	4.45	1.67%	1.57%	
Pakistan	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%	
Philippines	0.02%	4.18	0.02%	4.09	4.09	-	0.03%	0.09	0.03%	0.02%	
Poland	0.07%	15.67	0.07%	15.59	15.59	-	0.03%	0.08	0.10%	0.09%	
Portugal	0.04%	9.96	0.04%	9.86	9.86	-	0.04%	0.10	0.06%	0.06%	
Russia	0.15%	34.98	0.15%	34.98	34.98	-	0.00%	-	0.21%	0.20%	
Saudi Arabia	2.04%	489.74	2.05%	488.60	488.60	-	0.43%	1.14	2.98%	2.81%	
Singapore	0.20%	48.11	0.20%	47.73	47.73	-	0.14%	0.38	0.29%	0.28%	
Slovak Republic	0.01%	2.40	0.01%	2.38	2.38	-	0.01%	0.03	0.01%	0.01%	
South Africa	0.04%	9.71	0.04%	9.47	9.47	-	0.09%	0.24	0.06%	0.06%	
Spain	1.01%	243.56	1.00%	238.29	238.29	-	1.99%	5.28	1.48%	1.40%	
Sweden	3.14%	755.32	3.14%	747.66	747.66	-	2.89%	7.66	4.59%	4.34%	
Switzerland	2.10%	506.28	2.10%	500.18	500.18	-	2.30%	6.09	3.08%	2.91%	
Thailand	0.03%	7.22	0.03%	7.18	7.18	-	0.01%	0.04	0.04%	0.04%	
Turkey	0.04%	9.87	0.04%	9.87	9.87	-	0.00%	-	0.06%	0.06%	
United Kingdom	5.71%	1,374.78	5.65%	1,345.12	1,345.12	-	11.19%	29.65	8.36%	7.89%	
United States	10.18%	2,448.68	10.07%	2,395.36	2,395.36	-	20.12%	53.32	14.89%	14.06%	
<b>Sub-total Contributing Members</b>		<b>16,446.87</b>		<b>16,194.63</b>	<b>16,146.18</b>	<b>48.45</b>		<b>252.24</b>	<b>100.00%</b>		
<b>Additional financing <sup>2/</sup></b>	<b>0.05%</b>	<b>11.35</b>									
<b>Total</b>		<b>16,458.22</b>									

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Represents the investment income estimated to generated by using a regular encashment profile of 9 years vs. an 11-year profile.

3/ Includes an increase in basic share achieved through accelerated encashments.

4/ Gross shares are calculated using the target amount of SDR 24,058.48 million (equivalent to US\$34,387.75 million). This figure is derived by grossing up the IDA20 targeted funding volume of US\$24.9 billion by the carried-forward prevailing gap of 27.59 percent. With IDA20 Partners' total shares not adding to 100 percent of target, the resulting structural gap is 31.58 percent.

5/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 23,793.48 million (equivalent to US\$34,008.97 million). This figure is derived as explained in footnote 4 and subtracting the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (US\$378.78 million).

6/ HIPC contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by Partners in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual Partner, to the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (equivalent to US\$378.78 million).

7/ "Net Share" represents individual donor contribution as a percentage share of the actual sum of all donor contributions which total US\$23,508.17 million. "Net Share (Illustrative Reference)" reflects individual donor contribution as a percentage share of the target donor contribution of US\$24.9 billion.

**Table 1a-CoC. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in Currency of Contribution (CoC), millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>				Basic Contribution	HIPC Costs	FX Rates
	Currency of Contribution <sup>2/</sup> (1)	Amount <sup>3/</sup> (2)	Acceleration Credit Amount (3)	Grant Element of Concessional Loan Amount (4)	Amount <sup>3/</sup> (5)	Amount <sup>3/</sup> (6)	(SDR/CoC) (7)
Algeria	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Argentina	USD	3.00	-	-	2.24	0.76	1.42934
Australia	AUD	488.01	-	-	479.97	8.04	1.88515
Austria	EUR	435.89	-	-	433.16	2.73	1.19751
Belgium	EUR	388.54	-	58.02	383.11	5.43	1.19751
Canada	CAD	1,472.50	-	-	1,453.01	19.49	1.77644
China	CNY	8,544.44	-	-	8,541.99	2.45	9.25221
Croatia	HRK	21.00	-	-	21.00	-	9.01495
Cyprus	EUR	5.77	-	-	5.71	0.06	1.19751
Czech Republic	CZK	388.90	-	-	384.00	4.90	30.78998
Denmark	DKK	2,357.00	-	-	2,328.44	28.56	8.90558
Egypt, Arab Rep. of	USD	6.19	-	-	6.15	0.04	1.42934
Estonia	EUR	5.10	0.04	-	5.07	0.03	1.19751
Finland	EUR	125.00	-	-	122.91	2.09	1.19751
France	EUR	1,457.21	-	-	1,436.20	21.01	1.19751
Germany	EUR	1,617.93	-	-	1,581.85	36.08	1.19751
Hungary	HUF	6,164.14	-	-	6,096.24	67.90	427.02226
Iceland	ISK	1,812.59	-	-	1,798.40	14.19	178.49609
India	INR	17,480.00	-	-	17,384.92	95.08	105.45636
Indonesia	USD	30.00	-	-	29.80	0.20	1.42934
Ireland	EUR	105.93	-	-	105.29	0.64	1.19751
Israel	ILS	93.20	-	-	91.80	1.40	4.66982
Italy	EUR	591.39	-	-	579.33	12.06	1.19751
Japan	JPY	376,743.34	-	-	370,103.72	6,639.62	156.59480
Korea	KRW	584,773.42	-	-	578,332.16	6,441.26	1,620.42209
Kuwait	KWD	20.50	-	-	20.33	0.17	0.43063
Latvia	EUR	5.97	0.07	-	5.94	0.03	1.19751
Lithuania	EUR	6.00	0.05	-	5.97	0.03	1.19751
Luxembourg	EUR	61.21	-	-	60.61	0.60	1.19751
Malaysia	USD	9.00	-	-	8.71	0.29	1.42934
Mexico	USD	17.00	-	-	16.77	0.23	1.42934
Morocco	USD	5.00	-	-	5.00	-	1.42934
Netherlands	EUR	846.13	0.02	-	837.02	9.11	1.19751
New Zealand	NZD	55.00	-	-	54.31	0.69	2.01683
Nigeria	USD	20.00	0.22	-	19.82	0.18	1.42934
Norway	NOK	3,348.88	-	-	3,294.47	54.41	12.22176
Pakistan	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Philippines	USD	5.97	-	-	5.84	0.13	1.42934
Poland	EUR	18.77	-	-	18.67	0.10	1.19751
Portugal	EUR	11.93	-	-	11.81	0.12	1.19751
Russia	USD	50.00	-	-	50.00	-	1.42934
Saudi Arabia	USD	700.00	-	-	698.37	1.63	1.42934
Singapore	USD	68.77	-	-	68.22	0.55	1.42934
Slovak Republic	EUR	2.88	-	-	2.85	0.03	1.19751
South Africa	ZAR	199.02	1.58	-	194.09	4.93	20.65496
Spain	EUR	291.67	-	-	285.35	6.32	1.19751
Sweden	SEK	9,200.00	-	-	9,106.72	93.28	12.18022
Switzerland	USD	725.00	-	-	716.29	8.71	1.42934
Thailand	THB	327.70	-	-	325.99	1.71	45.40357
Turkey	USD	14.11	-	-	14.11	-	1.42934
United Kingdom	GBP	1,414.00	-	-	1,383.50	30.50	1.02853
United States	USD	3,500.00	-	-	3,423.79	76.21	1.42934

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10 percent over the 2017-2019 period would be denominated in SDR or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.

3/ The amounts in national currency ('NC') exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of concessional loan (when applicable), both of which are included in the SDR and USD amounts. The equivalent NC amount of any individual acceleration credit or grant element of concessional loan is shown separately in columns 3 and 4 respectively.

**Table 1b. Concessional Loan Contributions to the Twentieth Replenishment**  
*(Contribution Amounts in SDR millions)*

Contributing Members	Loan Amount <sup>1/</sup>				Loan Terms		Grant Element from Loan	
	SDR Million	Currency	FX	Currency Million	Maturity	Coupon Rate in Loan Currency Terms	SDR Million	Currency Million
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Belgium	213.75	EUR	1.19751	255.97	10-50	0.00%	48.45	58.02

1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.

**Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes**  
(amounts in US\$ Equivalents)

Non-Recipients	Current Status (Before IDA20)					Additional Votes Stemming from IDA20 and MDR1 cost update					Status Including IDA20					Adjusted Voting Power				
	Subscription Carrying (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	MDR1 (\$ adjustments) (c-1)	Subscriptions to IDA20 (c-2)	MDR1 (\$ allocated) (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Cumulative Resources (e-1)	as % of Non-Recipients (e-2)	Subscription (e-3)	Contributions (e-4)	Subscription Votes (g-1)	as % of Non-Recipients (g-2)	Membership Votes (g-3)	Total Voting Power % (g-5)		
Member	400,796	-	400,796	4,659	60,100	0.19%	-	-	-	-	-	-	-	-	4,659	0.02%	60,100	0.18%		
ALBANIA	6,876,385	24,970,467	31,847,052	75,817	60,100	0.40%	28,019,407	1,586	3,746	3,746	59,866,459	0.00%	34,895,992	24,970,467	77,403	0.34%	63,846	0.38%		
ARGENTINA	32,764,256	129,368,800	162,133,056	379,510	60,100	1.28%	3,002,079	1,701	3,746	3,746	165,135,135	0.05%	35,706,335	129,368,800	379,680	1.66%	63,846	1.21%		
AUSTRALIA	32,913,077	5,726,324,957	5,759,238,034	325,933	60,100	1.12%	372,148,604	21,060	3,746	3,746	6,131,386,638	1.04%	405,061,681	5,726,324,957	346,994	1.52%	63,846	1.12%		
AUSTRIA	12,167,688	4,183,387,073	4,195,554,761	237,439	60,100	0.87%	522,236,031	29,555	3,746	3,746	4,717,790,992	1.49%	534,402,719	4,183,387,073	266,994	1.17%	63,846	0.90%		
BAHAMAS, THE	655,242	8,003,489	8,658,731	7,452	59,200	0.19%	-	-	-	-	8,659,031	0.00%	655,242	8,003,489	7,452	0.03%	59,200	0.18%		
BANGLADESH	17,963,732	5,306,397,686	5,324,361,418	304,378	60,100	0.19%	536,452,499	30,360	3,746	3,746	5,860,813,917	1.09%	614,166,036	5,306,397,686	334,738	1.46%	63,846	1.08%		
BELGIUM	348,446	3,631,705	3,980,151	3,736	60,100	0.19%	348,446	3,746	3,746	3,980,151	0.00%	348,446	3,631,705	3,736	0.02%	60,100	0.17%			
BOTSWANA	35,235,101	960,349,675	995,584,776	478,343	60,100	1.57%	3,922,851	-	-	-	995,584,776	0.31%	291,146	960,349,675	478,343	2.09%	60,100	1.46%		
BRAZIL	5,201,244	2,999,265	8,200,499	55,764	59,200	0.45%	8,200,499	-	-	-	5,201,244	0.00%	2,999,265	8,200,499	55,764	0.24%	59,200	0.31%		
CANADA	66,653,616	13,752,188,628	13,818,842,244	782,051	60,100	2.45%	1,198,570,702	67,548	3,746	3,746	15,017,412,946	4.75%	1,260,224,318	13,752,188,628	849,599	3.71%	63,846	2.48%		
CHILE	6,058,100	34,746,972	40,805,072	67,796	60,100	0.37%	40,805,072	-	-	-	6,058,100	0.01%	6,058,100	34,746,972	67,796	0.30%	60,100	0.35%		
CHINA	55,177,129	2,296,658,368	2,351,835,497	710,921	60,100	2.24%	1,320,914,008	74,755	3,746	3,746	3,672,749,505	1.16%	1,376,091,137	2,296,658,368	785,676	3.43%	63,846	2.31%		
COLOMBIA	6,254,281	26,659,236	32,913,537	75,629	60,100	0.39%	32,913,537	-	-	-	6,254,281	0.01%	6,254,281	26,659,236	75,629	0.33%	60,100	0.37%		
COSTA RICA	347,781	-	347,781	4,009	60,100	0.19%	-	-	-	-	347,781	0.00%	-	-	4,009	0.02%	60,100	0.17%		
CROATIA	24,113,738	32,379,630	56,493,368	33,003	60,100	0.27%	3,331,885	189	3,746	3,746	27,445,623	0.01%	27,445,623	56,493,368	33,192	0.14%	63,846	0.26%		
CYPRUS	1,352,773	157,498,636	158,851,409	16,529	60,100	0.22%	6,891,807	390	3,746	3,746	8,244,580	0.01%	8,244,580	157,498,636	16,919	0.07%	63,846	0.22%		
CZECH REPUBLIC	64,389,981	157,498,636	221,888,617	79,461	60,100	0.41%	18,166,025	1,028	3,746	3,746	175,664,061	0.06%	24,605,006	157,498,636	80,489	0.35%	63,846	0.39%		
DENMARK	16,979,914	4,289,022,797	4,306,002,711	243,690	60,100	0.88%	382,119,228	21,625	3,746	3,746	4,688,121,939	1.48%	399,099,142	4,289,022,797	265,315	1.16%	63,846	1.16%		
DOMINICAN REPUBLIC	690,338	68,614	759,352	7,853	60,100	0.20%	-	-	-	-	759,352	0.00%	690,338	68,614	7,853	0.03%	60,100	0.18%		
EGYPT	1,113,137	9,209,209	10,322,346	12,406	60,100	0.21%	6,194,290	351	3,746	3,746	14,131,577	0.00%	14,131,577	9,209,209	12,406	0.05%	60,100	0.24%		
EL SALVADOR	8,173,333	25,307,000	33,480,333	9,870	60,100	0.19%	32,107,161	-	-	-	32,107,161	0.00%	8,173,333	25,307,000	9,870	0.03%	60,100	0.18%		
EQUATORIAL GUINEA	553,133	23,707	576,840	6,810	60,100	0.19%	6,194,290	-	-	-	553,133	0.00%	553,133	23,707	6,810	0.03%	60,100	0.18%		
ESTONIA	279,327	22,182,050	22,461,377	1,271	53,400	0.16%	6,139,289	347	3,746	3,746	28,600,666	0.01%	6,418,616	22,182,050	1,618	0.01%	57,146	0.16%		
ESWATINI	553,361	-	553,361	6,316	60,100	0.19%	-	-	-	-	553,361	0.00%	-	-	6,316	0.03%	60,100	0.18%		
FINLAND	8,043,176	2,347,891,362	2,355,934,538	133,330	60,100	0.56%	149,987,404	8,488	3,746	3,746	2,505,921,942	0.79%	158,030,580	2,347,891,362	141,818	0.62%	63,846	0.56%		
FRANCE	94,480,238	20,403,971,507	20,498,451,835	1,160,071	60,100	3.55%	1,753,072,140	99,212	3,746	3,746	22,251,523,975	7.03%	1,847,552,468	20,403,971,507	1,259,283	5.50%	63,846	3.60%		
GABON	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	-	-	-	-	857,702	0.00%	-	-	9,586	0.04%	60,100	0.19%		
GERMANY	107,352,405	28,903,303,861	29,010,656,266	1,641,803	60,100	4.95%	1,952,669,054	110,508	3,746	3,746	30,963,325,320	9.79%	2,060,021,459	28,903,303,861	1,752,211	7.65%	63,846	4.94%		
GREECE	4,022,465	231,323,896	235,346,361	13,319	48,500	0.18%	320,000	18	-	-	235,346,361	0.07%	4,342,065	231,323,896	13,337	0.06%	48,500	0.17%		
GUATEMALA	689,007	-	689,007	7,789	60,100	0.20%	-	-	-	-	689,007	0.00%	-	-	7,789	0.03%	60,100	0.18%		
HUNGARY	13,258,959	191,394,711	204,653,670	160,267	60,100	0.64%	20,747,071	1,174	3,746	3,746	34,006,030	0.07%	34,006,030	191,394,711	161,441	0.71%	63,846	0.61%		
ICELAND	288,250	116,728,789	117,017,039	6,622	60,100	0.19%	14,574,625	825	3,746	3,746	14,862,875	0.04%	14,862,875	116,728,789	7,447	0.03%	63,846	0.19%		
INDONESIA	19,021,946	130,914,791	149,936,737	212,061	60,100	0.79%	30,020,794	1,699	3,746	3,746	179,957,531	0.06%	49,042,240	130,914,791	213,760	0.93%	63,846	0.75%		
IRAQ	7,784,611	48,103,715	55,888,326	86,898	60,100	0.43%	-	-	-	-	55,888,326	0.02%	7,784,611	48,103,715	86,898	0.38%	60,100	0.40%		
ISRAEL	5,298,010	937,239,506	942,537,516	54,338	60,100	0.22%	126,884,083	7,181	3,746	3,746	1,069,421,600	0.00%	131,128,010	937,239,506	143,38	0.06%	60,100	0.20%		
JAPAN	3,108,663	142,889,240	146,000,000	1,570	60,100	0.09%	216,546,458	1,300	3,746	3,746	178,146,748	0.06%	31,739,514	142,889,240	4,900	0.30%	63,846	0.30%		
JORDAN	30,529,673	11,678,888,731	11,719,418,404	663,182	60,100	2.10%	714,438,447	40,433	3,746	3,746	12,433,857,151	3.93%	753,988,733	11,678,888,731	703,614	3.07%	63,846	2.09%		
KAZAKHSTAN	106,611,133	45,608,994,469	45,715,605,602	2,587,176	60,100	7.10%	3,467,998,770	196,265	3,746	3,746	49,183,404,372	15.55%	3,574,609,903	45,608,994,469	2,783,441	12.16%	63,846	7.24%		
KUWAIT	5,177,000	-	5,177,000	5,860	60,100	0.19%	-	-	-	-	5,177,000	0.00%	-	-	5,860	0.03%	60,100	0.18%		
LEBANON	6,570,771	9,188,648	15,759,419	29,047	60,100	0.26%	-	-	-	-	9,188,648	0.00%	6,570,771	9,188,648	29,047	0.13%	60,100	0.24%		
KOREA	8,560,449	2,820,834,853	2,829,395,302	282,028	60,100	0.99%	518,023,771	29,317	3,746	3,746	3,347,419,073	1.06%	3,347,419,073	2,820,834,853	311,345	1.36%	63,846	1.02%		
LAOS	5,755,461.5	1,124,705,557	1,130,461,018	63,976	59,200	0.36%	68,380,425	3,870	3,746	3,746	1,198,841,597	0.38%	74,136,400	1,124,705,557	67,846	0.30%	62,946	0.36%		
LATVIA	249,469	21,274,206	21,523,675	1,218	60,100	0.18%	7,174,243	406	3,746	3,746	28,697,918	0.01%	7,423,712	21,274,206	1,624	0.01%	63,846	0.18%		
LIBERIA	774,964	-	774,964	8,754	60,100	0.20%	-	-	-	-	774,964	0.00%	-	-	8,754	0.04%	60,100	0.19%		

Non-Recipients	Current Status (before IDA20)				Additional Votes Stemming from IDA20 and MDRI cost update				Status including IDA20				Adjusted Voting Power			
	Subscription Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscriptions to IDA20 including adjustments to votes under IDA20	MDRI (e-1)	Subscriptions to MDRI (e-2)	Subscriptions to MDRI (e-3)	Total Cumulative Resources (\$)	as % of Non-Recipients	Subscription Votes	Contributions (\$)	Membership Votes	Total Voting Power %
	(a-1)	(a-2)	(a-3)	(a-4)	(a-5)	(a-6)	(e-1)	(e-2)	(e-3)	(e-4)	(e-5)	(g-1)	(g-2)	(g-3)	(g-4)	(g-5)
LIBYA	1,718,271	1,718,271	1,718,271	18,809	60,100	0.23%	-	-	-	-	-	18,809	0.08%	60,100	78,909	0.21%
LITHUANIA	546,573	19,917,436	20,464,009	1,158	59,200	0.18%	7,226,204	409	3,746	19,917,436	7,772,777	1,867	0.01%	62,946	64,513	0.18%
LUXEMBOURG	1,130,630	474,868,368	476,000,000	26,874	60,100	0.25%	73,290,490	4,148	3,746	474,868,368	74,737,738	31,022	0.14%	63,846	94,868	0.26%
MALAYSIA	4,382,462	65,200,477	69,582,939	50,696	60,100	0.22%	9,006,238	510	3,746	65,200,477	13,388,700	1,628	0.02%	63,846	115,052	0.31%
MAURITIUS	1,479,071	35,560	1,514,631	17,886	60,100	0.22%	1,506,261	0.00%	-	35,560	1,479,071	21,839	0.08%	60,100	76,386	0.21%
MEXICO	16,084,958	380,043,877	396,128,835	217,888	60,100	0.81%	17,011,783	963	3,746	380,043,877	33,496,641	21,839	0.08%	63,846	282,995	0.77%
MONTENEGRO	573,289	783,289	1,356,578	8,094	59,200	0.20%	783,289	383	3,746	1,356,578	1,065,051	8,094	0.04%	59,200	67,294	0.18%
NETHERLANDS	48,572,827	10,257,250,918	10,305,823,745	583,536	60,100	1.87%	5,003,466	282	3,746	10,257,250,918	10,658,079	640,765	2.90%	63,846	704,611	1.92%
NEW ZEALAND	605,127	42,710,237	43,315,364	24,209	60,100	0.25%	10,162,529	57,529	3,746	42,710,237	39,930,771	26,431	0.12%	63,846	90,277	0.25%
NORTH MACEDONIA	15,262,262	4,881,828,043	4,897,090,305	277,142	60,100	0.98%	395,364,396	22,375	3,746	4,881,828,043	4,881,828,043	299,517	1.31%	63,846	66,363	0.99%
NORWAY	521,777	1,031,875	1,553,652	6,046	60,100	0.19%	40,500	-	-	1,031,875	1,031,875	6,046	0.03%	60,100	66,146	0.18%
PALAU	40,500	-	40,500	630	60,100	0.18%	-	-	-	40,500	-	630	0.00%	60,100	60,730	0.17%
PANAMA	46,737	-	46,737	871	60,100	0.18%	-	-	-	46,737	-	871	0.00%	60,100	60,971	0.17%
PARAGUAY	517,000	-	517,000	5,860	60,100	0.19%	-	-	-	517,000	-	5,860	0.03%	60,100	65,960	0.18%
PERU	3,041,052	15,602,676	18,643,728	34,138	60,100	0.27%	18,643,728	338	3,746	15,602,676	3,041,052	34,138	0.15%	63,846	94,238	0.26%
PHILIPPINES	8,094,832	26,758,729	35,363,561	94,967	60,100	0.85%	5,974,138	3,338	3,746	26,758,729	14,337,699	95,305	0.42%	63,846	159,151	0.43%
POLAND	52,074,291	112,916,797	164,995,088	577,857	60,100	1.85%	22,479,276	1,272	3,746	112,916,797	74,557,567	579,129	2.53%	63,846	642,975	1.75%
PORTUGAL	4,771,403	343,705,879	348,477,282	19,721	60,100	0.23%	14,679,439	831	3,746	343,705,879	19,450,842	20,552	0.09%	63,846	84,398	0.23%
ROMANIA	5,720,526	892,323,353	898,043,879	61,207	59,200	0.35%	50,174,656	2,840	3,746	892,323,353	5,720,526	61,207	0.27%	59,200	120,407	0.33%
RUSSIA	3,161,416	29,238,699	32,400,115	52,659	57,500	0.34%	945,659,425	2,840	3,746	29,238,699	3,161,416	52,659	0.24%	61,246	116,745	0.32%
SAUDI ARABIA	29,238,699	3,194,972,737	3,224,211,436	10,937	60,100	3.14%	701,275,187	39,687	3,746	3,194,972,737	3,194,972,737	10,937	4.63%	63,846	1,124,470	3.06%
SERBIA	29,934,718	320,644,044	350,578,762	408,76	60,100	0.29%	29,934,718	3,910	3,746	320,644,044	29,934,718	408,76	0.18%	60,100	100,976	0.27%
SLOVAKIA	3,206,926	31,866,657	35,073,583	38,102	59,200	0.20%	69,871,146	192	3,746	31,866,657	3,206,926	38,102	0.17%	60,100	63,306	0.20%
SLOVAK REPUBLIC	13,058,937	50,173,115	63,232,052	3,578	60,100	0.19%	3,999,007	3	3,746	50,173,115	13,058,937	3,578	0.02%	60,100	63,681	0.17%
SLOVENIA	12,546,422	287,249,293	299,795,715	16,966	60,100	0.22%	14,031,229	794	3,746	287,249,293	12,546,422	17,760	0.08%	63,846	81,606	0.22%
SOUTH AFRICA	22,210,048	5,146,027,357	5,168,237,405	292,847	60,100	1.03%	352,416,035	19,944	3,746	5,146,027,357	22,210,048	312,431	1.36%	63,846	376,277	1.02%
SPAIN	230,546	230,546	230,546	2,795	60,100	0.18%	-	-	-	230,546	-	2,795	0.01%	60,100	62,895	0.17%
ST. KITTS & NEVIS	28,465,835	10,574,951,003	10,603,416,838	600,080	60,100	1.92%	1,086,211,647	41,472	3,746	10,574,951,003	230,546	62,895	0.01%	63,846	376,277	1.02%
SWEDEN	6,622,977,074	6,622,977,074	13,245,944,148	73,872	60,100	1.27%	729,072,515	41,260	3,746	6,622,977,074	6,622,977,074	73,872	1.82%	63,846	480,978	1.31%
SWITZERLAND	5,165,607	14,147,759	19,313,366	56,819	60,100	0.34%	2,298,539	584	3,746	14,147,759	5,165,607	57,403	0.25%	63,846	121,249	0.33%
THAILAND	2,298,539	2,298,539	2,298,539	25,192	60,100	0.25%	10,323,347	-	-	2,298,539	2,298,539	25,192	0.11%	60,100	85,292	0.23%
TRINIDAD & TOBAGO	2,572,205	2,572,205	2,572,205	28,207	60,100	0.26%	-	-	-	2,572,205	-	28,207	0.12%	60,100	88,307	0.24%
TUNISIA	10,545,155	247,310,761	257,855,916	139,160	60,100	0.58%	14,119,780	799	3,746	247,310,761	247,310,761	139,160	0.61%	63,846	203,805	0.55%
TURKEY	10,605,091	5,189,119	15,794,210	112,216	59,200	0.50%	10,605,091	-	-	5,189,119	10,605,091	112,216	0.49%	59,200	171,416	0.47%
UKRAINE	10,605,091	5,189,119	15,794,210	619	748	0.00%	-	-	-	5,189,119	-	619	0.00%	748	1,367	0.00%
UNITED ARAB EMIRATES	215,713,766	38,680,369,308	38,896,083,074	2,201,250	60,100	6.57%	1,994,526,615	112,876	3,746	38,680,369,308	215,713,766	2,314,126	10.11%	63,846	2,377,972	6.47%
UNITED KINGDOM	175,438,187	362,063,883,821	364,218,322,008	3,211,234	59,200	6.51%	3,543,465,339	308,556	3,746	362,063,883,821	175,438,187	3,543,465,339	15.06%	62,946	3,616,817	9.41%
UNITED STATES	1,891,778,826	291,081,031,441	2,921,811,126	21,506,923	5,206,548	78.00%	23,426,078,138	1,325,757	183,584	291,081,031,441	2,921,811,126	22,891,780	100.00%	5,444,102	283,353,882	73.85%
Subtotal Non-Recipients	22,637,256	707,126,698	729,763,954	2,403,603	5,104,300	22.00%	2,688,659,082	291,788	18,519	707,126,698	22,637,256	2,688,659,082	10.00%	5,844,754	8,440,925	22.95%
Grand Total	2,688,659,082	291,788,158,139	293,846,817,221	24,039,706	10,365,448	100.00%	-	-	-	291,788,158,139	2,688,659,082	25,527,951	10.00%	11,248,856	36,776,807	100.00%

Notes:  
**Current Status (a-1) to (a-6):** It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and Replenishments up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Nineteenth Replenishments at the agreed exchange rates.  
**Adjusted Voting Power % (Current Status [before IDA20]):** It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Bulgaria, using the pre-IDA20 voting rights framework.  
**New members:** Bulgaria has been added to the list, with necessary adjustments made. With respect to Bulgaria's IDA19 contribution, the Association made an in-principle allocation of Bulgaria's voting rights on the same basis as for "Part II members" as determined in IDA Resolution 2.45: Membership of Bulgaria.  
**Subscription carrying votes (\$) and Subscriptions (\$):** With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided for exercise of preemptive rights are allocated to Subscriptions (\$). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (\$) and Contributions (\$). The ending balances of Subscriptions (\$) consist of Subscription carrying votes (\$) allocated prior to IDA20, and Subscriptions (\$) allocated since IDA20.

Member	Current Status (before IDA20)				Recipient Boost				Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Voting Power				Additional Resources Provided under IDA20 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power			
	Subscription Carrying Votes (a-1)	Contributions (\$) (a-2)	Total Cumulative Resources (\$) (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power (%) (a-6)	Additional Votes (b-1)	Total Voting Power (%) (b-2)	Subscriptions (\$) (d-1)	Subscription Votes (d-2)	Membership Votes (d-3)	Total Voting Power (%) (d-4)	Subscriptions (\$) (f-1)	Subscription Votes (f-2)	Total Additional Resources (\$) (f-3)	Subscription Votes (g-1)	as % of Recipients & Interstitials (g-2)	Membership Votes (g-3)	Total Votes (g-4)	Total Voting Power (%) (g-5)
<b>Recipient Members</b>																				
<b>Interstitial Members</b>																				
ANGOLA	10,709,981	4,426,432	15,136,413	116,412	60,100	0.51%		209,850	8,394	3,746	0.51%				124,806	4.73%	63,846	188,652	0.51%	
ARMENIA	723,531	-	723,531	8,174	60,100	0.20%	5,208	26,350	8,394	3,746	0.20%				9,124	0.35%	63,846	72,970	0.20%	
AZERBAIJAN	1,240,224	5,220,808	6,461,032	14,009	60,100	0.22%	1,450	19,425	9,500	3,746	0.22%				15,360	0.58%	63,846	79,206	0.22%	
BOLIVIA	1,804,201	-	1,804,201	19,769	60,100	0.23%	4,599	19,425	13,511	3,746	0.23%				21,516	0.82%	63,846	85,362	0.23%	
BOSNIA & HERZEGOVINA	10,258,439	-	10,258,439	14,272	60,100	0.22%	4,054	34,225	1,369	3,746	0.22%				15,641	0.59%	63,846	79,487	0.22%	
GEORGIA	1,181,762	-	1,181,762	13,155	60,100	0.21%	4,599	32,325	1,293	3,746	0.21%				14,448	0.55%	63,846	78,294	0.21%	
INDIA	70,943,245	5,977,069,951	6,686,013,196	842,671	60,100	2.62%	7,656	1,458,575	58,343	3,746	2.62%	235,626,991	13,335	914,349	34,688%	63,846	978,195	2,666%		
MOLDOVA	961,256	-	961,256	10,762	60,100	0.19%	4,091	28,200	1,128	3,746	0.19%				11,890	0.45%	63,846	75,736	0.19%	
MONGOLIA	400,795	-	400,795	4,659	60,100	0.19%	4,599	17,700	708	3,746	0.19%				5,367	0.20%	63,846	69,213	0.19%	
SRI LANKA	5,144,057	-	5,144,057	55,957	60,100	0.34%	5,208	105,900	4,236	3,746	0.34%				60,193	2.28%	63,846	124,039	0.34%	
VIETNAM	2,572,205	-	2,572,205	28,207	60,100	0.26%	4,091	58,200	2,328	3,746	0.26%				30,535	1.16%	63,846	94,381	0.26%	
<b>Recipients</b>																				
AFGHANISTAN	1,718,321	-	1,718,321	18,810	60,100	0.23%	5,208	26,350	1,054	3,746	0.24%				19,864	0.75%	69,054	88,918	0.24%	
ALGERIA	9,128,325	-	9,128,325	98,726	60,100	0.29%	1,450	19,425	5,293	3,746	0.29%				10,249	3.69%	74,345	173,131	0.29%	
ANDORRA	857,726	-	857,726	9,597	60,100	0.20%	4,599	12,325	493	3,746	0.21%				10,080	0.38%	68,445	78,525	0.21%	
ARMENIA	84,679	-	84,679	1,316	60,100	0.18%	4,054	12,325	493	3,746	0.19%				10,079	0.08%	67,900	69,216	0.19%	
BHUTAN	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	12,325	493	3,746	0.21%				10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
BURKINA FASO	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	19,550	782	3,746	0.23%				15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%	
BURUNDI	1,459,978	-	1,459,978	1,883	60,100	0.18%	4,091	600	24	3,746	0.19%				20,291	0.77%	69,081	89,372	0.24%	
CABO VERDE	1,741,313	-	1,741,313	19,213	60,100	0.23%	5,235	26,950	1,078	3,746	0.24%				19,863	0.75%	69,054	88,917	0.24%	
CAMBODIA	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.20%	5,208	26,350	1,054	3,746	0.21%				10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
CAMEROON	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	12,325	493	3,746	0.21%				10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
CENTRAL AFRICAN REP.	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,091	600	24	3,746	0.19%				1,907	0.07%	67,937	69,844	0.19%	
CHAD	1,459,978	-	1,459,978	1,883	60,100	0.18%	4,091	600	24	3,746	0.19%				59,210	2.25%	71,502	130,712	0.36%	
COMOROS	5,130,636	-	5,130,636	55,901	60,100	0.34%	7,656	82,725	3,309	3,746	0.36%				19,863	0.75%	69,054	88,917	0.24%	
CONGO, DEM. REP. OF	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	12,325	493	3,746	0.21%				19,863	0.75%	69,054	88,917	0.24%	
CONGO, REP. OF	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.20%	5,208	26,350	1,054	3,746	0.21%				3,480	0.13%	68,054	71,515	0.19%	
COTE D'IVOIRE	281,880	-	281,880	3,366	60,100	0.18%	4,189	2,850	114	3,746	0.19%				1,907	0.07%	67,937	69,844	0.19%	
DJIBOUTI	145,978	-	145,978	1,883	60,100	0.18%	4,091	600	24	3,746	0.19%				2,115	0.08%	67,950	70,063	0.19%	
DOMINICA	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,091	600	24	3,746	0.19%				10,249	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
ETHIOPIA	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,091	600	24	3,746	0.19%				10,249	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
GUINEA	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,091	600	24	3,746	0.19%				11,296	0.43%	68,521	79,817	0.22%	
GUINEA-BISSAU	463,172	23,707	486,879	10,734	60,100	0.21%	4,675	14,050	562	3,746	0.22%				11,296	0.43%	68,521	79,817	0.22%	
HAITI	463,172	-	463,172	10,734	60,100	0.19%	4,318	5,850	234	3,746	0.20%				5,564	0.21%	68,164	73,728	0.20%	
GAMBIA, THE	4,008,767	-	4,008,767	43,654	60,100	0.30%	6,848	64,125	2,565	3,746	0.32%				46,219	1.75%	70,694	116,913	0.32%	
GHANA	1,609,692	-	1,609,692	19,777	60,100	0.18%	4,097	17,750	30	3,746	0.19%				2,007	0.08%	67,943	69,950	0.19%	
GUINEA	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.23%	5,208	26,350	1,054	3,746	0.24%				19,863	0.75%	69,054	88,917	0.24%	
GUINEA-BISSAU	244,886	-	244,886	2,885	60,100	0.18%	4,157	2,125	85	3,746	0.19%				2,970	0.11%	68,003	70,973	0.19%	
GUYANA	1,383,975	-	1,383,975	15,303	60,100	0.22%	4,977	21,000	840	3,746	0.23%				16,143	0.61%	68,823	84,966	0.23%	
HONDURAS	517,000	-	517,000	5,860	60,100	0.19%	4,913	19,550	782	3,746	0.20%				15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%	
HONG KONG	2,856,949	-	2,856,949	31,207	60,100	0.27%	6,026	6,650	266	3,746	0.28%				6,126	0.23%	68,199	74,325	0.28%	
KENYA	111,854	-	111,854	1,508	60,100	0.18%	4,066	45,200	1,808	3,746	0.19%				33,015	1.25%	69,872	102,887	0.28%	
KIRIBATI	945,056	-	945,056	10,114	59,200	0.20%	4,480	25	1	3,746	0.19%				10,384	0.06%	67,912	69,421	0.19%	
KOSOVO	688,763	-	688,763	7,774	60,100	0.20%	4,875	11,750	470	3,746	0.21%				8,156	0.31%	68,326	76,482	0.21%	
KYRGYZ REPUBLIC	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	9,500	382	3,746	0.21%				10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%	
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	281,880	-	281,880	3,366	60,100	0.18%	4,189	2,850	114	3,746	0.19%				3,480	0.13%	68,054	71,515	0.19%	
LESOTHO	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.20%	5,208	26,350	1,054	3,746	0.21%				15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%	
LIBERIA	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	19,550	782	3,746	0.23%				15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%	
LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	19,550	782	3,746	0.23%				15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%	
MAURITIUS	60,926	-	60,926	955	60,100	0.18%	4,030			3,746	0.19%				955	0.04%	67,876	68,831	0.19%	

Member	Current Status (before IDA20)				Recipient Boost				Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Voting Power				Additional Resources Provided under IDA20 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power					
	Subscription Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Additional Voting Votes	Total Voting Power %	Subscriptions (\$)	Subscriptions Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscriptions (\$)	Subscriptions Votes	Total Additional Resources (\$)	Subscription Votes	as % of Recipients & Interstitials	Membership Votes	Total Voting Power %			
	(a-1)	(a-2)	(a-3)	(a-4)	(a-5)	(a-6)	(b-1)	(b-2)	(d-1)	(d-2)	(d-3)	(d-4)	(f-1)	(f-2)	(f-3)	(g-1)	(g-2)	(g-3)	(g-5)			
MALDIIV ISLANDS	1,483,405	-	1,483,405	16,322	60,100	0.22%	5,044	0.23%	22,550	902	3,746	0.23%	-	-	-	17,224	0.65%	68,890	86,114	0.23%		
MARSHALL ISLANDS	47,522	-	47,522	98	60,100	0.18%	4,096	0.19%	-	-	3,746	0.19%	-	-	-	67,822	0.32%	68,450	68,450	0.19%		
MICRONESIA, FED. ST. OF	44,442	-	44,442	958	60,100	0.18%	4,019	0.19%	12,325	493	3,746	0.20%	-	-	-	10,098	0.38%	67,865	68,450	0.19%		
MOZAMBIQUE	2,330,345	-	2,330,345	25,475	60,100	0.25%	5,648	0.26%	36,475	1,459	3,746	0.26%	-	-	-	788	0.03%	67,865	69,643	0.26%		
MYANMAR	3,436,117	-	3,436,117	37,561	60,100	0.20%	6,446	0.30%	54,850	2,194	3,746	0.30%	-	-	-	30,755	1.51%	70,292	110,047	0.30%		
NEPAL	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	12,325	266	3,746	0.21%	-	-	-	10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%		
NICARAGUA	517,000	-	517,000	5,860	60,100	0.19%	4,353	0.20%	6,650	266	3,746	0.20%	-	-	-	6,126	0.23%	68,199	74,325	0.20%		
NIGERIA	5,755,794	35,927,625	41,683,419	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	12,325	493	3,746	0.21%	-	-	-	10,079	0.38%	68,445	78,524	0.21%		
PAKISTAN	17,356,628	81,177,803	64,094	64,094	60,100	0.74%	16,859	0.78%	95,200	3,808	3,746	0.38%	20,138,662	1,140	20,233,862	33,015	2.62%	72,043	141,085	0.79%		
PAPUA NEW GUINEA	1,469,903	63,821,175	1,469,903	195,342	60,100	0.22%	5,040	0.23%	294,750	11,790	3,746	0.23%	27,724,657	1,569	28,019,407	208,042	7.92%	80,705	289,406	0.79%		
RWANDA	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	0.23%	19,550	782	3,746	0.23%	-	-	-	15,120	0.65%	68,759	86,048	0.23%		
SAMOA	160,692	-	160,692	1,977	60,100	0.18%	4,097	0.19%	750	30	3,746	0.19%	-	-	-	2,007	0.08%	67,943	69,950	0.19%		
SAO TOME & PRINCIPE	2,856,949	-	2,856,949	1,700	60,100	0.18%	4,079	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	-	-	3,3015	1.25%	69,872	102,887	0.28%		
SENEGAL	1,298,010	-	1,298,010	3,1207	60,100	0.22%	6,026	0.28%	45,200	1,808	3,746	0.28%	-	-	-	15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%		
SIERRA LEONE	160,692	-	160,692	1,977	60,100	0.18%	4,097	0.19%	19,550	782	3,746	0.19%	-	-	-	2,007	0.08%	67,943	69,950	0.19%		
SOLOMON ISLANDS	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	0.23%	19,550	782	3,746	0.23%	-	-	-	15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%		
SOMALIA	364,244	-	364,244	3,153	60,100	0.18%	4,175	0.19%	2,525	101	3,746	0.19%	-	-	-	3,354	0.12%	68,021	71,275	0.19%		
ST. LUCIA	128,824	-	128,824	1,693	60,100	0.18%	4,078	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	-	-	1,706	0.06%	67,924	69,630	0.19%		
ST. VINCENT & GRENADINES	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.23%	5,208	0.24%	26,350	1,054	3,746	0.24%	-	-	-	19,863	0.75%	69,054	88,917	0.24%		
SYRIAN ARAB REP.	638,796	-	638,796	17,777	60,100	0.20%	4,446	0.21%	24,775	991	3,746	0.21%	-	-	-	18,768	0.71%	68,986	87,754	0.24%		
TAJIKISTAN	2,856,949	-	2,856,949	3,1207	60,100	0.27%	6,026	0.28%	8,775	351	3,746	0.28%	-	-	-	7,608	0.29%	68,292	75,900	0.21%		
TANZANIA	488,450	-	488,450	5,199	59,200	0.19%	4,250	0.20%	45,200	1,808	3,746	0.20%	-	-	-	33,015	1.25%	69,872	102,887	0.28%		
TIMOR-LESTE	1,298,010	-	1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	0.23%	19,550	782	3,746	0.23%	-	-	-	15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%		
TONGA	128,824	-	128,824	1,693	60,100	0.18%	4,078	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	-	-	1,706	0.06%	67,924	69,630	0.19%		
TUVALU	33,867	-	33,867	365	59,200	0.17%	3,931	0.18%	-	-	3,746	0.18%	-	-	-	365	0.01%	66,877	67,242	0.18%		
UGANDA	2,856,949	-	2,856,949	3,1207	60,100	0.27%	6,026	0.28%	45,200	1,808	3,746	0.28%	-	-	-	33,015	1.25%	69,872	102,887	0.28%		
UZBEKISTAN	2,097,973	-	2,097,973	23,102	60,100	0.24%	5,491	0.26%	32,875	1,315	3,746	0.26%	-	-	-	28,620	1.09%	69,599	98,219	0.27%		
YANUATU	33,1756	-	33,1756	3,877	60,100	0.19%	4,223	0.20%	3,625	145	3,746	0.20%	-	-	-	4,022	0.15%	68,069	72,091	0.20%		
YEMEN, REPUBLIC OF	2,666,517	-	2,666,517	2,7064	60,100	0.25%	5,753	0.27%	38,900	1,556	3,746	0.27%	-	-	-	32,812	2.00%	71,104	123,916	0.34%		
ZAMBIA	4,571,537	-	4,571,537	49,869	60,100	0.32%	7,238	0.34%	112,900	4,943	3,746	0.34%	-	-	-	77,386	3.04%	77,386	135,063	0.37%		
ZIMBABWE	607,454,101	-	607,454,101	1,139,5736	60,100	5.80%	8,965	0.46%	1,129,900	81,816	41,746	0.46%	235,636,091	13,335	237,088,546	1,423,406	46.00%	70,236	193,508	0.37%		
Subtotal Recipients	130,930,560	707,772,507	230,712,067	1,325,626	443,300	15.80%	381,444	17.72%	1,864,925	74,597	377,204	17.72%	17,863,319	2,709	48,258,269	1,412,942	53.00%	5,102,948	65,155,200	17.72%		
Subtotal Recipients & Interstitials	226,879,226	707,772,507	934,065,954	2,463,685	5,104,500	22.00%	381,444	17.72%	3,911,100	156,444	318,410	22.92%	283,903,310	16,044	285,336,835	2,436,171	100.00%	5,804,754	8,440,925	22.92%		
Grand Total	2,688,659,082	291,081,031,441	292,912,811,267	21,566,023	5,260,548	78.00%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,891,780	5,444,102	28,335,882	77,015%	11,248,856	36,776,807	100.00%

Notes:

**Current Status (a-1) to (a-6):** It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Nineteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

**Allocation of Additional Votes:** Recipient and Interstitial subscription votes allocated under IDA20 in column (f-2) comprises of votes allocated based on IDA20 contributions as per Table 1. Imputed for the agreed acceleration of the encashment schedule from eleven to nine years, and, where relevant, for differences of the agreed encashment schedule from the standard encashment schedule.

**Additional Resources Provided under IDA20 in SDRs or Freely Convertible Currencies:** The amounts shown in column (f-3) represent the additional resources provided under IDA20 by Recipients and Interstitial members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1A-COC. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period March 1 to August 31, 2021 (SDR1=USD1.42934).

**The Total Voting Power % (Current Status [before IDA20]):** It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Bulgaria, using the pre-IDA20 voting rights framework.

**Subscription carrying votes (\$ and Subscriptions (\$):** With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided since IDA20 (including those provided for exercise of preemptive rights) are allocated to Subscriptions (\$). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (\$ and Contributions (\$).



## ATTACHMENT I

## INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

## Addition to Resources: Eighteenth Replenishment

*Instrument of Commitment*

Reference is made to Resolution No. \_\_\_\_\_ of the Board of Governors of the International Development Association entitled “Additions to Resources: Eighteenth Replenishment”, which was adopted on \_\_\_\_\_, 2022 (“the Resolution”).

The Government of \_\_\_\_\_ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 3 of the Resolution that it will make the subscriptions<sup>1</sup> authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of \_\_\_\_\_<sup>2 3</sup>.

\_\_\_\_\_  
(Date)

\_\_\_\_\_  
(Name and Office)<sup>4</sup>

\*

- \_\_\_\_\_  
1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Member’s regular subscription and any Debt Relief Additional Contribution either under a separate instrument or combined.
- 2 Pursuant to paragraph 6(b) of the Twentieth Replenishment Resolution, members referred to in paragraph 4(b) of the Resolution are required to denominate their subscription, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 6(b) of the Resolution. For members referred to in paragraph 4(a) of the Resolution, payment will be made as provided in paragraph 6(a) of the Resolution.
- 3 [In addition to this amount, the member will contribute \_\_\_\_\_ which represents the grant element of the Concessional Partner Loan (only applicable for CPL subscriptions).]
- 4 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

## ATTACHMENT II

**Encashment Schedule for IDA20 Contributions***(Percent of Total Contributions)*

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule</i>
2023	4.7
2024	11.2
2025	17.0
2026	17.3
2027	15.2
2028	13.1
2029	10.2
2010	7.0
2031	4.3
	<hr/>
	100.0

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

8257/01

**N° 8257<sup>1</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2022-2023

## **PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

### **AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(3.7.2023)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'approuver l'engagement financier pris par le Luxembourg dans le cadre de la vingtième reconstitution des ressources de l'une des institutions de la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (ci-après « AID »), et ce à concurrence de 61.210.000 euros.<sup>1</sup>

#### **En bref**

- La Chambre de Commerce note avec satisfaction le maintien de l'engagement du Luxembourg en faveur de l'Association internationale de développement.
- Elle est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

\*

### **CONSIDERATIONS GENERALES**

L'AID a pour mission d'aider financièrement les 74 pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts (appelés « crédits ») à des conditions concessionnelles<sup>2</sup> et de dons. Elle représente, par là même, la plus grande source de financements occasionnels pour le développement socio-économique de ces pays, et constitue ainsi un outil essentiel de lutte contre la pauvreté dans le monde. Du fait de sa notation de crédit triple A, l'AID est une organisation financièrement solide. L'augmentation des ressources prévue par la vingtième reconstitution des ressources financières de l'AID (93 milliards de dollars américains, contre 82 milliards de dollars américains pour l'AID-19) vise à aider les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans un contexte de crises en cascade : changement climatique, Covid-19, conflits, inflation, insécurité alimentaire et augmentation de la dette.

La participation du Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, s'inscrit dans la continuité. Elle s'opérera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période 2024-2031 (voir tableau ci-dessous).

<sup>1</sup> Résolution n°248 du Conseil des gouverneurs de l'AID, adoptée le 31 mars 2022.

<sup>2</sup> Cela signifie que les crédits de l'AID ont un intérêt très faible ou nul et que les remboursements sont étalés sur 30 ou 40 ans.

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000	24,81%
2025	10 740 000	17,55%
2026	9 945 000	16,25%
2027	8 660 000	14,15%
2028	7 130 000	11,65%
2029	5 260 000	8,59%
2030	3 215 000	5,25%
2031	1 075 000	1,76%
	61 210 000	100,00%

Source : Fiche financière du projet de loi sous avis

Allouant 1% de son revenu national brut (ci-après « RNB ») à l'aide publique au développement, le Luxembourg figure parmi les pays les plus actifs dans ce domaine. Le fait de dépasser régulièrement l'objectif de 0,7% du RNB<sup>3</sup> témoigne de la fiabilité du Luxembourg au regard de ses engagements internationaux. Outre la solidarité entre les peuples, l'engagement du Grand-Duché en faveur des régions les plus pauvres de la planète constitue un atout certain pour son rayonnement international et renforce son image positive vis-à-vis de ses partenaires. En ce sens, la Chambre de Commerce soutient la poursuite de l'engagement du pays en faveur de cette institution multilatérale de développement. Elle note l'introduction de nouvelles mesures d'optimisation du bilan, afin d'accroître l'efficacité de son action, en particulier des crédits d'une durée de 50 ans pour des pays présentant un risque de surendettement modéré (à l'exception des petits Etats) et des prêts concessionnels de plus courte durée. De plus, l'AID poursuivra le rallongement des échéances de ses emprunts sur le marché. Selon ses termes, « [é]tant donné que les prêts à taux fixe de l'AID sont à long terme, le rallongement de l'échéance de ses emprunts devrait réduire les risques liés aux taux d'intérêt et libérer des capitaux qui augmenteraient la capacité de l'AID à fournir de l'aide aux pays [bénéficiaires] ».<sup>4</sup>

La Chambre de Commerce invite le Gouvernement luxembourgeois à s'assurer que ce nouveau dispositif, au cas où il engendrerait un besoin financier plus important qu'initialement prévu, ne donne pas lieu à un appel à des ressources supplémentaires des bailleurs de fonds au cours de l'AID-20, ni à une baisse de la taille des reconstitutions des ressources futures.

Le montant de 61,21 millions d'euros est proche de l'engagement précédent, avec une augmentation modérée de 140.000 euros (comparée à +4,62 millions d'euros entre la dix-huitième et la dix-neuvième reconstitution des ressources). La contribution du pays compte pour 0,31% de l'enveloppe globale de l'AID (et non pour 0,21%, tel qu'indiqué dans la Résolution n°248 qui accompagne le projet de loi sous avis (voir le tableau 1a-SDR « Contributions to the Twentieth Replenishment »)).

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

<sup>3</sup> Objectif fixé par les pays développés dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1970.

<sup>4</sup> Rapport des administrateurs de l'Association internationale de développement au Conseil des Gouverneurs. Augmentation des ressources de l'IDA : Vingtième reconstitution, 17 fév. 2022.

8257/02

**N° 8257<sup>2</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2022-2023

---

## **PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

### **AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(13.7.2023)

Par dépêche du 16 juin 2023, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par la ministre des Finances.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte, en version anglaise, de la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID) concernant la vingtième reconstitution des ressources financières avec ses annexes.

\*

### **EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE**

L'article unique du projet de loi sous examen, qui a pour objet l'approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

\*

### **OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE**

#### *Article unique*

Le Conseil d'État constate qu'à l'intitulé de la loi en projet sous revue, les auteurs citent la dénomination exacte de l'Association internationale de développement, suivie de son sigle placé entre parenthèses. Dans un souci de parallélisme, les termes « (AID) » sont à insérer après les termes « Association internationale de développement » à l'endroit de l'article unique.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 22 votants, le 13 juillet 2023.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Christophe SCHILTZ



Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

05

## **Commission des Finances**

### **Procès-verbal de la réunion du 5 décembre 2023**

#### Ordre du jour :

1. 8257 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  - Examen de l'avis du Conseil d'État
  
2. 8344 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  
3. 8292 Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de transposer la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprise multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. Maurice Bauer, M. André Bauler, Mme Taina Bofferding, Mme Corinne Cahen, M. Franz Fayot, M. Marc Goergen (remplaçant M. Sven Clement), M. Patrick Goldschmidt, M. Fred Keup, Mme Paulette Lenert, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, Mme Sam Tanson, M. Michel Wolter

M. David Wagner, observateur délégué  
M. Ben Polidori, observateur

Ministère des Finances

M. Gilles Roth, Ministre des Finances  
M. Carlo Fassbinder, Directeur Fiscalité  
M. Matthieu Gonner  
M. Miguel Marques

Administration des contributions directes

Mme Pascale Toussing, Directeur  
Mme Betty Sandt, Directeur adjoint

Inspection générale des finances

M. Nima Ahmadzadeh, Directeur

Mme Caroline Guezennec, Mme Cristel Sousa, de l'Administration parlementaire

M. Yann Flammang, de l'Administration parlementaire (Relations publiques)

M. Marc Reiter, du groupe politique CSV

Excusé : M. Sven Clement

\*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

\*

**1. 8257 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)**

La Commission des Finances nomme Monsieur le Député Maurice Bauer (DP) en tant que rapporteur du projet de loi 8257.

Le Ministre des Finances, Monsieur Gilles Roth (ci-après « Ministre »), prend la parole pour expliquer que le projet de loi 8257 vise à approuver la participation du Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (ci-après « AID »), association faisant partie de la Banque mondiale. La contribution luxembourgeoise, s'élevant à un montant de 61 210 000 euros, sera versée à l'AID à travers l'émission d'un billet à ordre selon un échéancier compris entre 2024 à 2031. La présente participation du Luxembourg est en ligne avec ses participations antérieures. Elle est adaptée tous les quatre ans et est environ 140 000 euros plus élevée que la dernière réalisée en 2018. La participation du Luxembourg en faveur de l'AID est entièrement comptabilisée dans l'effort du Luxembourg en matière d'aide publique au développement (ci-après « APD ») qui s'élève actuellement à 1% du revenu national brut (ci-après « RNB »).

Cette vingtième reconstitution des ressources de l'AID repose sur les mêmes quatre piliers que la dix-neuvième, à savoir 1) changement climatique ; 2) fragilité, conflit et violence ; 3) genre ; et 4) emplois et transformation économique, auxquels s'ajoute un cinquième thème spécial relatif au capital humain. Ce programme bénéficiera à 75 pays à faible revenu et les aidera à reconstruire leur économie dans un environnement de polycrises.

Avec cette dernière contribution, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 533 millions de dollars américains, ayant bénéficié à 115 pays en tout.

Le présent projet de loi a été déposé en date du 29 juin 2023. Il a été avisé par le Conseil d'État le 13 juillet 2023 qui n'a pas formulé d'observations quant au fond. Le Ministre renvoie également à l'avis de la Chambre de commerce du 3 juillet 2023, qui reprend le tableau d'amortissement de la contribution luxembourgeoise. L'amortissement se fera de manière dégressive : 15,2 millions d'euros en 2024, 10,7 millions d'euros en 2025, 9,9 millions d'euros en 2026, 8,7 millions d'euros en 2027, 7,1 millions d'euros en 2028, 5,3 millions d'euros en 2029, 3,2 millions d'euros en 2030 et 1 million d'euros en 2031.

\*

## Échange de vues

À une question de Monsieur le Député André Bauler (DP) relatif au cheminement et au contrôle en pratique des participations, un représentant du ministère des Finances répond que la reconstitution des ressources se fait selon un système nommé « performance based allocation system », qui définit des critères spécifiques auxquels les pays bénéficiaires doivent répondre afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière. Ces critères doivent être respectés pendant un certain nombre d'années et sont régulièrement contrôlés par la Banque mondiale et par des équipes qui se trouvent sur place. En cas d'abus constatés, les aides sont immédiatement arrêtées, entraînant des arriérés de paiement. Les aides sont, par ailleurs, directement transmises par l'AID aux trésors publics des pays bénéficiaires et non pas par l'intermédiaire d'organisations non-gouvernementales.

À une première question de Monsieur le Député Franz Fayot (LSAP) relative à l'imputation de cette participation dans l'APD, le représentant du ministère des Finances indique que celle-ci est imputable à l'effort en matière d'APD du ministère des Finances.

Pour donner suite à une autre question de Monsieur Fayot relative au rôle de l'AID dans le « Loss and Damage Fund » récemment lancé dans le cadre de la COP28, le Ministre s'engage à transmettre une réponse écrite aux membres de la Commission dans un bref délai.<sup>1</sup>

Monsieur le Député Michel Wolter (CSV) attire l'attention sur le fait que le projet de loi déposé mentionne que la contribution luxembourgeoise constitue une part de 0,21% dans l'enveloppe globale de l'AID alors que l'avis de la Chambre de commerce mentionne une part de 0,31%.

Un représentant du ministère explique que la contribution du Luxembourg représente bel et bien une part de 0,21% dans l'enveloppe globale de l'AID alors que le pourcentage de 0,31% se réfère à la contribution du Luxembourg à une sous-enveloppe nommée « Heavily Indebted Poor Countries Initiative » d'un montant beaucoup moins élevé et alimentée par moins de pays contributeurs.

## **2. 8344 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques**

La Commission des Finances nomme Madame la Députée Diane Adehm (CSV) en tant que rapportrice du projet de loi 8344.

Le Ministre des Finances, Monsieur Gilles Roth (ci-après « Ministre ») prend la parole pour expliquer que ce projet de loi reprend une disposition, initialement prévue dans le projet de loi relatif au budget provisoire<sup>2</sup> et qui a été enlevée à la suite d'une observation du Conseil d'État émise dans son avis du 14 novembre 2023. Ce projet de loi répond également à une demande de Madame la Députée Sam Tanson (déi gréng) formulée dans la cadre de la réunion de la Commission des Finances en date du 28 novembre 2023<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> La présente réponse écrite de la part du ministère des Finances a été transmise aux membres de la Commission des Finances le 7 décembre 2023 : « Le "Loss and Damage Fund" proposé sera un "financial intermediary fund" avec la Banque mondiale agissant, à titre intérimaire, en tant qu'administrateur et hôte de son secrétariat. Les modalités d'hébergement et de fiduciaire seront revues après 4 ans et pourront être prolongées, sous réserve de performances. Le fonds sera un instrument financier de la COP Climat. À ce stade, les paramètres de gouvernance et de fonctionnement du fonds n'ont pas été établis et devront être développés par son secrétariat intérimaire pour approbation par le conseil d'administration du fonds. »

<sup>2</sup> Projet de loi 8338 relative au budget provisoire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2024.

<sup>3</sup> Procès-verbal de la réunion de la Commission des Finances du 28 novembre 2023.

Ce projet de loi vise à répondre aux objectifs définis dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (ci-après « PNEC »), relatifs à la part des biocarburants dans le secteur des transports pour la période de 2021 à 2030. Dans le but d'atteindre un objectif de 18% d'énergies renouvelables dans la consommation luxembourgeoise finale d'énergie en 2030, le projet de loi procède :

- à une augmentation du pourcentage des biocarburants à additionner dans l'essence et le gasoil routier mis à la consommation de 8,00% à 8,40% pour l'année 2024,
- à une augmentation de la part des biocarburants dits de « deuxième génération »<sup>4</sup> de 0,2% à 0,4% en 2024,
- à une limitation de l'ordre de 2% de la part d'énergie des biocarburants, qui présentent un risque élevé d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols et dont la zone de production gagne nettement sur les terres présentant un important stock de carbone.

Les mesures ci-dessus ne sont qu'applicables à partir de l'entrée en vigueur de la loi. Dans l'hypothèse où le Conseil d'État aviserait encore le présent projet de loi durant l'année 2023 et que ledit projet serait voté par la Chambre, elles pourraient déjà entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

\*

### **Échange de vues**

La Commission a décidé d'inviter un expert du Département de l'Énergie du ministère de l'Économie à une prochaine réunion de la Commission des Finances afin de répondre à trois questions qui ont été posées par Messieurs les Députés Marc Goergen (Piraten) et Franz Fayot (LSAP) :

- Quelle est la part de l'huile de palme dans les produits énergétiques au Luxembourg et comment cette part est prévue d'évoluer d'ici 2030 ? Le Luxembourg poursuit-il des objectifs plus ambitieux que ceux prévus dans la directive ?
- En référence à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques, quel traitement sera réservé aux bornes électriques qui ne se trouvent pas tout à fait dans le même territoire des stations-services ?
- Quelle est la composition et l'origine des biocarburants ? Quelles sont les contraintes y relatives ?

À une question de Monsieur le Député Fred Keup (ADR) relative à l'association de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme pour répondre à ce type de questions, le Ministre répond que ce projet de loi reprend à la base une disposition qui était inscrite dans le projet de loi relatif au budget provisoire<sup>5</sup> et que ce projet rentre dans les compétences de la Commission des Finances.

---

<sup>4</sup> Repris à l'annexe IX, partie A, de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

<sup>5</sup> Projet de loi 8338 relative au budget provisoire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2024.

### **3. 8292 Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de transposer la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprise multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union**

La Commission des Finances nomme Monsieur le Député Laurent Mosar (CSV) en tant que rapporteur du projet de loi 8292.

Le Ministre des Finances, Monsieur Gilles Roth (ci-après « Ministre »), prend la parole pour expliquer que le projet de loi 8292 vise à assurer un niveau minimal d'imposition de 15% pour tous les groupes d'entreprises multinationales réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros. Cette initiative (communément appelée « Pilier Deux »), qui repose sur un accord politique conclu en 2021 au niveau de l'OCDE, a été rendue juridiquement contraignante pour les États membres de l'UE avec la publication de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union (ci-après « directive 2022/2523 »). Le présent projet de loi vise donc à transposer la directive 2022/2523, dont le délai de transposition est fixé pour le 31 décembre 2023.

Le projet de loi introduit trois mécanismes correctifs fiscaux, qui visent, en fonction de la situation d'un groupe d'entreprises multinational donné, à garantir qu'*in fine* un niveau minimal d'imposition de 15% lui est appliqué. Ces mesures se résument comme suit :

- Si un groupe d'entreprises, dont le siège social est à Luxembourg, n'atteint pas un niveau d'imposition minimal de 15% au niveau d'une juridiction déterminée, alors la société mère se verra prélever par le Luxembourg un impôt complémentaire « top-up » correspondant à la différence entre le taux minimum de 15% et le taux effectif appliqué aux entités constitutives faiblement imposées situées dans cette juridiction (règle d'inclusion du revenu, ci-après « RIR ») ;
- Si le siège d'un groupe d'entreprises se trouve dans une juridiction qui n'applique pas la règle d'inclusion du revenu, alors les entités constitutives de ce groupe situées au Luxembourg (indépendamment du fait qu'elles soient faiblement imposées ou pas) doivent payer un impôt complémentaire correspondant à la différence entre le taux minimum de 15% et le taux effectif appliqué à toutes les entités faiblement imposées de ce groupe et pour lesquelles une RIR ne s'applique pas (règle relative aux bénéficiaires insuffisamment imposés, ci-après « RBII »).
- Les juridictions des entités constitutives faiblement imposées ont le droit de leur appliquer prioritairement un taux minimum d'imposition de 15%, avant que le Luxembourg applique la RIR ou bien la RBII pour les groupes, respectivement les entités constitutives qui se trouvent sur son territoire (application d'un impôt national complémentaire qualifié).

Le Ministre attire l'attention sur le fait que la Chambre des salariés, dans son avis rendu en date du 16 novembre 2023, mentionne un certain nombre d'entreprises qui pourraient entrer dans le champ d'application du Pilier Deux, à savoir ArcelorMittal, Goodyear, Amazon et Ferrero. Sans vouloir commenter l'exhaustivité de cette liste, il précise néanmoins qu'il va de soi que le projet de loi ne vise pas des cas hypothétiques et que ses dispositions seront applicables à un certain nombre d'entreprises situées au Luxembourg.

Le Ministre précise que l'impact financier du projet de loi ne peut à l'heure actuelle pas encore être déterminé. Il est estimé qu'au niveau mondial, cette réforme fiscale internationale génère des recettes supplémentaires de l'ordre de 150-220 milliards de dollars américains.

Le Ministre explique ensuite que pour arriver à une imposition minimale au niveau de l'OCDE, matérialisée par un taux effectif de 15%, les pays membres devront appliquer des règles uniformisées pour la détermination de ce ratio. Par conséquent, le projet de loi fixe un certain nombre de règles, en prenant comme point de départ le résultat comptable, agréées au niveau de l'OCDE qui devront être appliquées pour chaque entité visée par le camp d'application et qui concernent aussi bien le numérateur (les impôts pouvant être pris en compte) que le dénominateur (la base imposable).

À noter que les travaux techniques au niveau de l'OCDE relatives au Pilier Deux sont encore en cours et que des instructions administratives seront régulièrement publiées pour compléter les règles du Pilier Deux. Les amendements gouvernementaux du 13 novembre 2023 visent à prendre en compte les dernières instructions administratives agréées au niveau de l'OCDE en février et juillet 2023.

Alors que l'entrée en vigueur du projet de loi est fixée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024, force est de constater que l'avis du Conseil d'État n'a pas encore été rendu. Dans l'hypothèse où le projet de loi ne pourra pas encore être avisé et qu'il ne sera donc pas voté au cours de l'année 2023, se pose ainsi la question de l'applicabilité de ce projet de loi pour l'année 2024. En vertu du principe de l'annualité de l'impôt, les entreprises devraient, en principe, être imposées sur leur revenu annuel. Le Ministre s'attend à ce que le Conseil d'État se prononce sur cette question dans son avis.

\*

### **Échange de vues**

Monsieur le Député Laurent Mosar (CSV) intervient pour formuler deux remarques générales :

- Il indique que le projet de loi relève d'une complexité accrue et qu'il est essentiel que la Chambre des Députés s'accorde le temps nécessaire pour son instruction en procédant à un examen article par article.
- Il précise ensuite que le Pilier Deux remet fondamentalement en cause l'autonomie des pays en matière fiscale. À l'instar des mesures fiscales pour les entreprises qui ont été annoncées par le nouveau gouvernement luxembourgeois, l'orateur se pose la question de savoir dans quelle mesure le Pilier Deux limitera la marge de manœuvre du gouvernement pour les implémenter. Se pose ensuite la question de la base imposable et de la manière comment il sera garanti que celle-ci soit calculée de manière uniforme à travers tous les pays de l'OCDE afin de garantir un « level playing field ».

Le Ministre répond que le gouvernement n'entend pas s'immiscer dans le calendrier que la Chambre des Députés entend suivre pour l'examen du présent projet de loi. Avec ses affirmations relatives à l'entrée en vigueur du projet de loi, il voulait uniquement porter l'attention aux membres de la commission sur une question juridique qui se pose relative à l'applicabilité de la loi sur l'année fiscale 2024 en cas de vote au cours de l'année 2024.

En réponse à la question de Monsieur Mosar relative à la base imposable, Monsieur Roth réitère que le projet de loi reprend des règles agréées au niveau de l'OCDE, qui devront être appliquées par tous les États mettant en place le Pilier Deux. Ces règles visent justement à garantir que les pays ne pourront plus se concurrencer sur la base imposable.

À la question relative à la marge de manœuvre du gouvernement en matière fiscale, le Ministre cite l'exemple de la bonification d'impôt pour investissement. Il précise que cet instrument fait actuellement l'objet d'une réforme à la suite de la dernière tripartite et qu'un projet de loi a été



déposé à la Chambre des Députés en ce sens, visant à favoriser les investissements dans le domaine de la transformation digitale et de la transition écologique et énergétique<sup>6</sup>.

Étant donné qu'une bonification d'impôt engendre une baisse du taux d'imposition effectif d'une entreprise, il n'est pas exclu que, pour certaines entreprises qui supportent aujourd'hui un taux supérieur à 15%, une telle bonification pourrait faire en sorte à ce qu'elles tombent à un taux inférieur à 15%. Cette problématique a d'ailleurs été soulevée par la Chambre de commerce dans son avis. Le Ministre souligne que le gouvernement n'entend pas remettre en question le principe d'une bonification d'impôt pour investissement et qu'il s'engage à prendre les mesures nécessaires visant à garantir l'efficacité de cet incitatif.

Madame la Députée Sam Tanson (déi gréng) prend la parole pour rejoindre les propos de Monsieur Mosar sur la nécessité de s'accorder le temps nécessaire pour étudier en détail le présent projet de loi. Elle pose ensuite la question de savoir si les règles du Pilier Deux permettent de tenir compte de la bonification d'impôt pour investissement. Tout en prenant note de la difficulté de calculer un impact financier pour le Luxembourg, elle demande toutefois si le Ministre est capable de dire si, en termes de recettes pour l'État, la tendance serait plutôt positive ou négative. L'oratrice aimerait également avoir une idée sur les pays ayant déjà transposé le Pilier Deux. Elle estime en effet que le Luxembourg ne pourra pas non plus figurer parmi les derniers à le transposer. Enfin, elle demande si, dans l'hypothèse d'un vote du projet de loi au cours de l'année 2024, le projet de loi pourrait néanmoins s'appliquer rétroactivement pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Tout en précisant que le Pilier Deux accorde une certaine flexibilité pour agencer la bonification d'impôt d'investissement, le Ministre souligne que cette problématique se pose pour tous les pays transposant cette réforme fiscale internationale en droit national.

En référence à l'impact financier, le Ministre affirme ne pas vouloir avancer de chiffre et indique espérer que le Pilier Deux aura un impact positif pour le pays.

Concernant une éventuelle rétroactivité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le Ministre indique qu'il souhaite étudier les précédents qui se sont déjà présentés en la matière. Il cite notamment l'exemple de l'abolition de l'impôt sur la fortune pour les personnes physiques en 2005 et l'introduction concomitante d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (ci-après « RELIBI »), où la question d'une application rétroactive de cette nouvelle retenue sur les intérêts de l'épargne cumulée durant l'année 2005 s'est posée.

Le Ministre réitère sa volonté de garantir un examen approfondi du projet de loi au niveau de la commission parlementaire et exprime sa préférence pour une application rétroactive du projet de loi au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dans l'hypothèse d'un vote et d'une entrée en vigueur au cours de l'année 2024.

À une question de Madame Tanson relative à la date de l'avis du Conseil d'État, le Ministre indique que l'avis devrait idéalement être rendu aussi rapidement que possible.

Monsieur le Député Michel Wolter (CSV) se rallie aux propos de Monsieur Mosar relatifs au temps que la Chambre des Députés devrait prendre pour examiner le projet de loi. Il demande ensuite à obtenir une analyse comparative sur la transposition de la directive 2022/2523 par les autres États membres.

Le Ministre répond qu'il tâchera de transmettre à la Commission des Finances une analyse comparative des dispositions les plus pertinentes de la directive 2022/2523 transposées par les autres États-membres. Il précise néanmoins que la directive ne laisse pas beaucoup de

---

<sup>6</sup> Projet de loi 8276 portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

marge de manœuvre au niveau de sa transposition et qu'il n'existe donc pas de différences significatives entre les pays.

Un représentant du ministère des Finances ajoute encore qu'en Belgique et en Allemagne le projet de loi afférant sera probablement encore voté avant la fin de cette année. La France et l'Irlande ont, quant à elles, transposé la directive 2022/2523 cette année dans le cadre de leur loi budgétaire.

Monsieur le Député David Wagner (déi Lénk) attire l'attention sur la complexité accrue du projet de loi et s'interroge sur la manière comment il pourra être garanti que la Chambre des Députés puisse voter un tel projet de manière avisée. En référence à certains pays qui ne sont pas membres de l'UE (notamment la Suisse), l'orateur demande si ce projet de loi est suffisamment élaboré et complet pour répondre à l'objectif ultime poursuivi par le Pilier Deux, à savoir la lutte contre l'érosion de la base d'imposition.

Le Ministre renvoie à sa présentation des trois mesures fiscales correctives introduites par le projet de loi. Ces mécanismes rendront une érosion de la base d'imposition au niveau des pays membres de l'OCDE qui auront transposé le Pilier Deux impossible. La Suisse n'est certes pas membre de l'UE et n'a donc pas besoin de transposer la directive 2022/2523, mais elle fait partie des pays membres de l'OCDE qui se sont engagés à mettre en place en droit national les règles relatives au Pilier Deux.

Monsieur le Député Franz Fayot (LSAP) intervient pour saluer le projet de loi quant au principe, en ce qu'il permettra de combler un certain nombre de niches fiscales qui engendrent aujourd'hui une érosion de la base d'imposition. Il attire ensuite l'attention sur la complexité significative du projet de loi et sur le fait qu'actuellement seul un nombre limité d'acteurs de la place financière luxembourgeoise se sont spécialisés en la matière. À noter qu'au Pilier Deux, dont les travaux techniques au niveau de l'OCDE ne sont pas encore achevés, s'ajoutera encore la mise en place du Pilier Un.

Monsieur Fayot évoque ensuite l'existence de positions divergentes relatives à la question de l'impact financier du Pilier Deux. Même si l'impact financier pour le Luxembourg ne peut pas encore être chiffré, l'orateur souhaite toutefois obtenir une appréciation plus précise du nombre d'entreprises luxembourgeoises qui seront susceptibles de tomber dans le champ d'application de cette réforme.

En référence à l'applicabilité dans le temps du projet de loi et de l'impact des bonifications d'impôt, l'orateur aimerait savoir s'il existe des risques (pour du moins un certain temps) de contourner les règles du Pilier Deux en raison d'asymétries (notamment temporelles) au niveau du cadre réglementaire des pays. Tout en soulignant le bien fondé d'initiatives fiscales comme la bonification d'impôt pour investissement, Monsieur Fayot estime que celles-ci ne pourront avoir comme conséquence de contrecarrer les règles du Pilier Deux. Partant, il demande au Ministre de confirmer si le projet de loi garantit l'application d'un taux minimal de 15% malgré l'existence au Luxembourg de certains avantages fiscaux.

Le Ministre renvoie à la réponse du ministère des Finances à la question parlementaire n°7422<sup>7</sup>, qui évoque qu'au Luxembourg environ 7 500 entreprises seraient visées par le champ d'application du Pilier Deux.

En référence à la rétroactivité du projet de loi, le Ministre réitère sa préférence pour une application de la loi pour l'année fiscale 2024. Il précise qu'il est dans l'intérêt de la réputation

---

<sup>7</sup> Réponse de la Ministre des Finances à la question parlementaire n° 7422 du 23 décembre 2022 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo et de Monsieur le Député Yves Cruchten.

du Luxembourg de transposer le plus vite possible la directive 2022/2523 afin d'éviter un recours en manquement au niveau de la Cour de justice de l'UE.

L'orateur confirme que le gouvernement continuera à promouvoir des instruments fiscaux incitatifs comme la bonification d'impôt pour investissement tout en veillant à ne pas contourner les règles du Pilier Deux. Ces deux mesures doivent pouvoir interagir simultanément et produire leurs effets. Il réitère qu'il faudrait toutefois adapter certaines modalités applicables aux bonifications d'impôt.

Monsieur le Député Fred Keup (ADR) constate que l'impact du Pilier Deux pour le Luxembourg reste flou et affirme qu'il est important qu'il soit bénéfique pour le pays. Dans ce contexte, l'orateur aimerait avoir plus d'informations sur les risques que peut induire cette réforme internationale de la fiscalité des entreprises pour le Luxembourg.

Le Ministre prend note des préoccupations des Députés et s'engage à leur transmettre toutes les informations utiles pour qu'ils soient en mesure d'assimiler toutes les facettes du projet de loi. A la lumière des nombreuses initiatives fiscales qui ont vu le jour au niveau européen, le Ministre souligne que le Luxembourg a toujours pu en tirer profit et maintenir sa compétitivité.

Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) intervient pour formuler son désaccord sur une éventuelle application rétroactive du projet de loi pour l'année fiscale 2024 dans l'hypothèse d'une entrée en vigueur au cours de l'année 2024. Une telle approche ne procure pas la nécessaire prévisibilité et sécurité juridique pour les entreprises visées par le champ d'application et serait donc sujet à de nombreux recours devant les tribunaux. Il préconise, dans ce cas, une applicabilité du projet de loi pour l'année fiscale 2025.

L'orateur aimerait ensuite savoir si, de manière générale, une imposition minimale des entreprises œuvre en faveur d'une meilleure compétitivité du Luxembourg.

Monsieur Goergen attire ensuite l'attention sur l'amendement 3 modifiant l'article 16, paragraphe 5, du projet de loi, en insérant un passage faisant référence à un règlement grand-ducal pour « préciser les conditions en vertu desquelles des crédits d'impôt qui sont négociables et transférables sont à considérer comme un revenu pour le calcul du bénéfice ou de la perte admissibles d'une entité constitutive. ». Après avoir exprimé sa réserve pour le terme « négociable » impliquant une certaine différence de traitement devant l'impôt, Monsieur Goergen souhaite connaître les raisons ayant amené le ministère des Finances à régler cet aspect par la voie réglementaire.

Le Ministre indique qu'il s'attend à ce que le Conseil d'État se positionne sur la question d'une rétroactivité éventuelle du projet de loi.

En référence à la question relative à l'impact d'une imposition minimale sur l'attractivité de la place du Luxembourg, le Ministre explique que l'idée du Pilier Deux est justement de limiter les avantages compétitifs induits par des régimes fiscaux divergents entre juridictions. Désormais des aspects autres que la fiscalité seront importants pour attirer des entreprises dans un pays, parmi lesquels compte notamment le capital humain et l'expertise des personnes travaillant dans la place financière.

En référence à l'amendement 3, un représentant du ministère des Finances rappelle que les amendements gouvernementaux sont à l'origine d'instructions administratives de l'OCDE qui ont été décidées après la publication de la directive 2022/2523. Malgré le fait que ces instructions n'ont pas été prises en compte dans la directive, le Luxembourg est toutefois contraint à les mettre en œuvre et de les intégrer dans le projet de loi. Avec l'amendement 3 modifiant l'article 16, paragraphe 5, du projet de loi, le ministère des Finances entend se doter aussi rapidement que possible d'une base juridique pour définir lesdites conditions relatives

aux crédits d'impôt négociables et transférables, étant donné que les instructions administratives y relatives n'ont pas encore été totalement avalisées au niveau de l'OCDE. Il va de soi qu'une telle disposition ne peut être contraire à la Constitution et ne peut constituer une carte blanche pour le gouvernement visant à contourner la Chambre des Députés. Les modalités qui seront déterminées par ce règlement grand-ducal se limiteront en tout état de cause à des aspects qui ne pourront qu'être réglés par la voie réglementaire.

À une question de Madame la Députée Paulette Lenert (LSAP) relative aux conséquences d'une transposition tardive de la directive 2022/2523, le Ministre répond que le Luxembourg risquera de se voir confronté à une procédure d'infraction, chose qu'il essaiera d'éviter dans l'intérêt de la réputation du pays.

Monsieur Wolter reprend la parole pour faire part de son étonnement sur la nécessité de transposer des instructions administratives de l'OCDE qui ont été décidées a posteriori de la publication de la directive 2022/2523. Il demande si tous les pays sont confrontés à une telle obligation. Pour revenir à la question de la rétroactivité du projet de loi et aux risques soulevés par Monsieur Goergen, l'orateur souligne qu'il est nécessaire d'étudier les précédents qui ont déjà vu le jour en la matière.

Monsieur Wolter pose ensuite un certain nombre de questions de compréhension sur les modalités relatives à l'imposition minimale :

- Est-ce que le taux minimal de 15% est à considérer comme un seuil-plancher dans le sens où, si une entreprise se trouve en-dessous, elle verra son taux augmenter pour arriver à 15% et si une entreprise se trouve en-dessus, elle ne sera pas impactée ?
- Dans l'hypothèse où la base imposable de certains groupes est très réduite en raison de nombreux avantages fiscaux et déductions qu'ils peuvent effectuer sur leur bénéfice commercial, comment sera-t-il possible d'appliquer à une telle base réduite un taux minimal de 15% ?
- Est-ce que les impôts complémentaires, que pourra appliquer le Luxembourg aux entreprises visées par le champ d'application, dépendront des activités qui seront *de facto* réalisées sur son territoire ? Si tel est le cas, l'orateur estime que le Luxembourg risquerait de se trouver désavantagé, étant donné que son marché domestique ne représente qu'une part infime des bénéficiaires des grands groupes d'entreprises multinationales qui se trouvent sur son territoire. Enfin, dans la mesure où une entreprise multinationale sera contrainte de supporter en tout état de cause un taux minimal de 15%, l'orateur se pose la question de savoir quel est encore l'intérêt pour une telle entreprise de rester au Luxembourg.

À la question de Monsieur Wolter relative à la rétroactivité, le Ministre réitère qu'il tâchera de transmettre des cas pratiques à la commission où une telle problématique s'est déjà posée par le passé. Dans ce contexte, il y a lieu de différencier entre la rétroactivité juridique et la rétroactivité économique.

Un représentant du ministère des Finances explique que le taux effectif d'un grand groupe multinational sera déterminé en fonction des taux effectifs supportés par ses entités constitutives dans les différentes juridictions où elles se trouvent. Si le taux du groupe est inférieur à 15% en raison du fait qu'une de ses entités constitutives est faiblement imposée dans une juridiction, alors les différents mécanismes correctifs proposés par le projet de loi joueront afin de veiller à ce qu'au total le taux du groupe sera augmenté à 15%.

Le taux effectif d'une entreprise est le rapport entre les impôts effectivement payés par cette dernière divisé par la base imposable. Afin de garantir une comparabilité de ce ratio à travers

145 pays de l'OCDE, les règles uniformisées qui ont été agréées au niveau de l'OCDE pour déterminer son numérateur et son dénominateur sont d'une importance cruciale :

- D'une part, ces règles déterminent les impôts qui pourront être pris en compte dans le numérateur. Pour le Luxembourg, sont notamment visés l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt commercial communal ou encore l'impôt sur la fortune.
- D'autre part, ces règles fixent les adaptations nécessaires à faire au niveau du dénominateur, donc de la base imposable de chaque groupe.

La directive 2022/2523 ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour les États membres au niveau de sa transposition. Une flexibilité des règles et une clarification de celles-ci s'ajoute toutefois par le biais des instructions administratives qui sont au fur et à mesure décidées au niveau de l'OCDE. Par conséquent, il est dans l'intérêt du Luxembourg et de sa compétitivité de prendre aussi rapidement que possible ces précisions techniques en compte dans son cadre juridique. Telle est donc la raison pour les amendements gouvernementaux qui ont été déposés en novembre 2023.

Une représentante de l'Administration des contributions directes ajoute encore que les 7 500 entités luxembourgeoises potentiellement visées par le champ d'application du Pilier Deux ont été déterminées sur base des données relatives aux chiffres d'affaires que l'administration obtient sur base de la déclaration pays par pays. Si ces entités remplissent, en effet, le critère des 750 millions d'euros du chiffre d'affaires, elles ne font pas nécessairement toutes face à un taux effectif d'imposition inférieur à 15%. Le nombre de 7 500 est donc à considérer comme une estimation préliminaire, d'autant plus que les données reçues à travers la déclaration pays par pays sont brutes et n'ont pas été adaptées conformément aux règles agréées au niveau de l'OCDE. Partant, seul un sous-ensemble de ces entités se verront appliquer les mécanismes correcteurs prévus par le projet de loi.

Monsieur Mosar s'interroge sur la manière comment il est prévu de résoudre des différends entre les États, en cas de divergences dans les méthodes pour le calcul du taux effectif des entreprises. Il cite notamment les États-Unis qui proposent des avantages fiscaux très onéreux et qui ne sont pas en vigueur dans d'autres pays. Il cite également l'exemple de la fiscalité des sociétés de participations financières (ci-après « SOPARFI ») sises au Luxembourg, pour lesquelles la base imposable fait régulièrement l'objet de contestations de la part de la France. Enfin, l'orateur rend attentif sur l'avis de la Chambre de commerce qui indique que « [f]orce est toutefois de constater que seul un nombre limité des différentes options formulées par l'OCDE a été repris dans le Projet. ». Il aimerait avoir plus d'explication sur cette constatation de la Chambre de commerce, qui semble contradictoire avec l'affirmation selon laquelle la directive 2022/2523 n'accorde pas beaucoup de marge de manœuvre aux États.

Un représentant du ministère des Finances réitère que la directive elle-même ne laisse pas d'options à choisir aux États membres et que la flexibilité provient surtout des dernières instructions administratives décidées *a posteriori* par l'OCDE, qui sont à l'origine des amendements gouvernementaux de novembre 2023. L'avis de la Chambre de commerce se base uniquement sur la version initiale du projet de loi telle que déposée en août 2023.

L'orateur explique que les règles visent justement à faire en sorte à ce qu'il y ait une manière uniformisée pour calculer le taux effectif des entreprises, malgré les différents régimes fiscaux en vigueur au niveau des États membres de l'OCDE. L'impact concret des différents avantages fiscaux sur le taux d'imposition effectif des entreprises dépend fortement de leurs modalités techniques (p.ex. si un crédit d'impôt est remboursable ou non).

Le Ministre prend la parole pour réitérer sa volonté de faire en sorte à ce que les membres de la commission aient toutes les informations nécessaires pour se positionner de manière avisée à l'égard du projet de loi. Il s'engage à transmettre des clarifications sur la rétroactivité du

projet de loi, un tableau comparatif retraçant la transposition de la directive 2022/2523 pour les États membres les plus pertinents ainsi que des exemples concrets permettant de visualiser l'impact d'une bonification d'impôt combiné à une imposition minimale.

En réponse à la question relative aux différends, une représentante de l'Administration des contributions directes explique qu'avec toutes les initiatives en matière fiscale impliquant différents pays, le nombre de différends a toujours tendance à augmenter. Tel sera le cas pour les Piliers Un et Deux mais également pour d'autres initiatives comme la proposition de directive établissant des règles pour empêcher l'utilisation abusive d'entités écrans à des fins fiscales (« unshell ») et le contrôle conjoint prévu dans certaines directives en matière de coopération administrative dans le domaine fiscal (« DAC »). Alors que certains différends sont réglés au niveau bilatéral *via* une procédure amiable sous le monitoring de l'OCDE, il existe également la possibilité de les résoudre à travers les dispositions prévues dans la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'UE (ci-après « directive DRM »). Les différends croissants en matière fiscale constituent un réel défi pour l'administration. À la question de Monsieur Mosar relative aux bases imposables des SOPARFI, l'oratrice indique ne pas avoir d'informations sur de tels différends menés à grande échelle.

À l'issue de la réunion, la Présidente de la Commission des Finances, Diane Adehm (CSV), propose d'organiser une prochaine réunion dans le cadre de laquelle les différentes questions soulevées par les Députés pourront être clarifiées.

Luxembourg, le 13 décembre 2023

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**

8257/03

**N° 8257<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

---

## **PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

### **RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES**

(8.12.2023)

La Commission se compose de : Mme Diane ADEHM, Présidente, M. Maurice BAUER, Rapporteur ; MM. Guy ARENDT, André BAULER, Mmes Taina BOFFERDING, Corinne CAHEN, MM. Sven CLEMENT, Franz FAYOT, Patrick GOLDSCHMIDT, Fred KEUP, Mme Paulette LENERT, MM. Laurent MOSAR, Marc SPAUTZ, Mme Sam TANSON et M. Michel WOLTER, Membres

\*

#### **1. ANTECEDENTS**

Le projet de loi n°8257 a été déposé par la Ministre des Finances le 29 juin 2023.

La Chambre de commerce a rendu son avis en date du 3 juillet 2023.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 13 juillet 2023.

Lors de la réunion de la Commission des Finances du 5 décembre 2023, le projet de loi a été présenté aux membres de la commission et Monsieur Maurice Bauer a été désigné rapporteur du projet de loi. L'avis du Conseil d'Etat a été examiné au cours de la même réunion.

L'adoption du projet de rapport a eu lieu au cours de la réunion du 8 décembre 2023.

\*

#### **2. OBJET DU PROJET DE LOI**

L'objet du projet de loi consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et ce à concurrence de 61 210 000 euros

L'AID est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 74 pays les plus pauvres du monde. Sous la supervision de 174 pays actionnaires, l'AID vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts (appelés « crédits ») et des dons destinés à des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer la vie des plus démunis.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action. Les représentants des États bailleurs de fonds (appelés « délégués à l'AID ») et des représentants des pays membres emprunteurs veillent à ce que les cadres d'action et de financement de l'AID répondent bien aux besoins des pays.

Les négociations pour la vingtième reconstitution des ressources de l'AID (d'AID-20) se sont conclues en mars 2022 par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains pour le financement de projets sur la période de trois ans se terminant le 30 juin 2025.

Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le financement aidera ainsi les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans



un contexte de crises en cascade : changement climatique, COVID-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

Dans le but d'établir un équilibre entre la continuité et l'innovation, AID-20 maintiendra les quatre thèmes spéciaux définis pour AID-19 à savoir 1) changement climatique 2) fragilité, conflit et violence, 3) genre et égalité des sexes et 4) emplois et transformation économique.

Un accent particulier sera mis sur le renforcement du capital humain, qui devient un nouveau thème spécial de l'AID.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays contributeurs se sont engagés à apporter 23,5 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux financements supplémentaires levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux contributions de la Banque mondiale elle-même.

Plusieurs mesures d'optimisation du bilan sont introduites dans le cadre de financement pour AID-20 afin d'élargir la portée des contributions des donateurs au profit des pays AID. Soutenu par son modèle de financement innovateur permettant de mobiliser plus de trois euros de pouvoir d'engagement pour chaque euro fourni au titre des contributions des bailleurs de fonds en contractant sur le marché financier des emprunts à des taux d'intérêt bas, grâce à son triple A, AID-20 réunit l'enveloppe la plus ambitieuse jusqu'à présent.

Le Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21% de l'enveloppe globale de l'AID. Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains.

Cette nouvelle contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres et confirme la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61 210 000 euros. L'amortissement de ce billet et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %
	<b>61 210 000 €</b>	<b>100,00%</b>

\*

### 3. AVIS

#### Avis de la Chambre de commerce (3 juillet 2023)

La Chambre de Commerce note avec satisfaction le maintien de l'engagement du Luxembourg en faveur de l'AID et approuve le projet de loi. Elle souligne que l'engagement du Grand-Duché en faveur des régions les plus pauvres de la planète constitue un atout certain pour son rayonnement international et renforce son image positive vis-à-vis de ses partenaires.

\*

#### 4. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique prévoit l'autorisation pour le Gouvernement de participer à hauteur de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'AID du Groupe de la Banque mondiale conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.

Le Conseil d'État constate qu'à l'intitulé de la loi en projet sous revue, les auteurs citent la dénomination exacte de l'Association internationale de développement, suivie de son sigle placé entre parenthèses. Dans un souci de parallélisme, les termes « (AID) » sont à insérer après les termes « Association internationale de développement » à l'endroit de l'article unique.

La Commission des Finances et du Budget procède à cette insertion.

\*

#### 5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°8257 dans la teneur qui suit :

\*

#### **PROJET DE LOI** **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg** **à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association** **internationale de développement (AID)**

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Luxembourg, le 8 décembre 2023

*La Présidente,*  
Diane ADEHM

*Le Rapporteur,*  
Maurice BAUER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

06

## **Commission des Finances**

### **Procès-verbal de la réunion du 08 décembre 2023**

#### Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 30 novembre 2023
2. 8257 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)  
- Rapporteur : Monsieur Maurice Bauer  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 8289 Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée  
- Rapporteur : Madame Diane Adehm  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 8290 Projet de loi portant modification :  
1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;  
2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques  
- Rapporteur : Madame Diane Adehm  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
5. 8311 Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023  
- Rapporteur : Monsieur Marc Spautz  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
6. 8338 Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024  
- Rapporteur : Madame Diane Adehm  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
7. Divers

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. Maurice Bauer, M. André Bauler, Mme Taina Bofferding, Mme Corinne Cahen, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Patrick Goldschmidt, M. Fred Keup, Mme Paulette Lenert, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, Mme Sam Tanson, M. Michel Wolter

Mme Anouk Crielaard, M. Maurice Decker, Mme Sandra Denis, M. Tom Englaro, M. Pierre Frisch, M. Miguel Marques, du ministère des Finances

M. Marc Reiter, M. Henri Wagener, attachés parlementaires du groupe politique CSV

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

\*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

\*

**1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 30 novembre 2023**

Suite à une intervention de M. Sven Clement, une phrase figurant à la page 4 du procès-verbal est modifiée comme suit :

« Il signale que le site de l'ACD disposera d'un simulateur d'impôts qui permettra à tout contribuable de simuler les effets de l'adaptation du barème. »

Le projet de procès-verbal ainsi modifié est approuvé.

**2. 8257 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)**

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité.

**3. 8289 Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée**

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité moins une abstention (M. Fred Keup).

**4. 8290 Projet de loi portant modification :**  
**1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**  
**2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques**

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité moins une voix contre (M. Fred Keup) et une abstention (M. Clement).

**5. 8311 Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la**

## **fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 202**

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité.

### **6. 8338 Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1er janvier au 30 avril 2024**

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité moins une abstention (M. Fred Keup).

La Commission confirme le choix de la Conférence des Présidents du modèle 1 pour les débats en séance plénière.

### **7. Divers**

- Le Président de la Commission des Finances informe les membres de la commission que l'approbation du projet de rapport portant sur le projet de loi 8344 aura lieu le vendredi 15 décembre 2023 (14:00, en présentiel) et qu'à cette occasion il sera répondu aux questions touchant au secteur de l'énergie, soulevées au cours de la réunion du 5 décembre 2023.
- Les propositions d'amendements au projet de loi 8343, déposés par le groupe parlementaire LSAP le 6 décembre 2023, figureront à l'ordre du jour de la réunion du 12 décembre 2023. Leur transmission au Conseil d'État sera soumise au vote de la Commission des Finances.

Luxembourg, le 8 décembre 2023

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**

# Texte voté - Projet de loi N°8257





**N° 8257**  
**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)**

\*

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés  
en sa séance publique du 14 décembre 2023

Le Secrétaire général,

s. Laurent Scheeck

Le Président,

s. Claude Wiseler

# Bulletin de vote n°1 - Projet de loi N°8257

Date: 14/12/2023 14:21:52

Scrutin: 1

Président: M. Wiseler Claude

Vote: PL 8257 - AID

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

Description: Projet de loi N°8257

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	58	0	0	58
Procurations:	2	0	0	2
Total:	60	0	0	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
---------------	------	---------------	---------------	------	---------------

**CSV**

Adehm Diane	Oui		Arendt épouse Kemp Nancy	Oui	
Bauer Maurice	Oui		Boonen Jeff	Oui	
Donnersbach Alex	Oui		Eicher Emile	Oui	
Eischen Félix	Oui		Galles Paul	Oui	
Hansen Christophe	Oui		Hengel Max	Oui	
Kemp Françoise	Oui		Lies Marc	Oui	
Modert Octavie	Oui	(Arendt épouse Kemp Nancy)	Morgenthaler Nathalie	Oui	
Mosar Laurent	Oui		Spautz Marc	Oui	
Weiler Charel	Oui		Weydert Stéphanie	Oui	
Wiseler Claude	Oui		Wolter Michel	Oui	
Zeimet Laurent	Oui				

**DP**

Agostino Barbara	Oui		Arendt Guy	Oui	
Bauler André	Oui		Baum Gilles	Oui	
Beissel Simone	Oui		Cahen Corinne	Oui	
Emering Luc	Oui		Etgen Fernand	Oui	
Goldschmidt Patrick	Oui		Graas Gusty	Oui	
Hartmann Carole	Oui		Minella Mandy	Oui	
Polfer Lydie	Oui		Schockmel Gérard	Oui	

**LSAP**

Biancalana Dan	Oui		Bofferding Taina	Oui	
Braz Liz	Oui		Closener Francine	Oui	
Cruchten Yves	Oui		Delcourt Claire	Oui	
Di Bartolomeo Mars	Oui		Engel Georges	Oui	
Fayot Franz	Oui		Haagen Claude	Oui	
Lenert Paulette	Oui	(Cruchten Yves)			

**ADR**

Engelen Jeff	Oui		Kartheiser Fernand	Oui	
Keup Fred	Oui		Schoos Alexandra	Oui	
Weidig Tom	Oui				

**déi gréng**

Bausch François	Oui		Sehovic Meris	Oui	
Tanson Sam	Oui		Welfring Joëlle	Oui	

Date: 14/12/2023 14:21:52

Scrutin: 1

Vote: PL 8257 - AID

Description: Projet de loi N°8257

Président: M. Wiseler Claude

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	58	0	0	58
Procurations:	2	0	0	2
Total:	60	0	0	60

Nom du député

Vote (Procuration)

Nom du député

Vote (Procuration)

**Piraten**

Clement Sven	Oui	Goergen Marc	Oui
Polidori Ben	Oui		

**DÉI LÉNK**

Baum Marc	Oui	Wagner David	Oui
-----------	-----	--------------	-----

Le Président:

Le Secrétaire Général:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

8257/04

**N° 8257<sup>4</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

---

**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(22.12.2023)

*Le Conseil d'État,*

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 14 décembre 2023 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 14 décembre 2023 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 13 juillet 2023 ;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 12 votants, le 22 décembre 2023.

*Le Secrétaire général,*

Marc BESCH

*Le Président,*

Christophe SCHILTZ

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

# Mémorial A N° 834 de 2023





**Loi du 22 décembre 2023 approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'État entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 décembre 2023 et celle du Conseil d'État du 22 décembre 2023 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

*Avons ordonné et ordonnons :*

**Article unique.**

Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*  
**Gilles Roth**

Crans-Montana, le 22 décembre 2023.  
**Henri**

**INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION****BOARD OF GOVERNORS****Resolution No. 248****Additions to Resources: Twentieth Replenishment****WHEREAS:**

(A) The members of the International Development Association (the "Association") have recognized the urgent need to increase the financing of the Association to its borrowing countries to further support the response to and recovery from the COVID-19 pandemic;

(B) In recognition of the strong demand for additional resources in the face of the COVID-19 pandemic, the Executive Directors of the Association have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to:

- (i) shorten the period of the Nineteenth Replenishment of resources authorized by Resolution No. 244 of the Board of Governors (the "Nineteenth Replenishment") by one year and adjust the financing envelope for the Nineteenth Replenishment; and
- (ii) authorize a replenishment of resources for new financing commitments for the period from July 1, 2022 to June 30, 2025 (the "Twentieth Replenishment") in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, "Additions to Resources: Twentieth Replenishment – Building Back Better from the Crisis: Toward a Green, Resilient and Inclusive Future," (the "Report"), approved by the Executive Directors on February 17, 2022, and submitted to the Board of Governors;

(C) The members of the Association agree that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;

(D) Additional subscriptions are to be authorized:

- (i) for members of the Association that have expressed their intention, subject to any necessary legislative authorization, to make available additional resources to the Association, and
- (ii) for other members of the Association pursuant to the provisions of Article III, Section 1(c) of the Articles of Agreement of the Association (the "Articles") to give each such member an opportunity to subscribe, under such conditions as shall be reasonably determined by the Association, an amount which will enable it to maintain its relative voting power;

(E) Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) are to receive additional votes to enhance Recipients' voice, on the basis of the agreement of Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(b) below) and Interstitial Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) to waive their rights under Article III, Section 1(c) of the Articles;

(F) It is desirable to provide for a portion of resources to be subscribed by members to be paid to the Association as advance subscriptions;

(G) Additional subscriptions are to be authorized for members to provide compensation for the Association's debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative; and to reflect the grant element of concessional loans made by members to the Association;

(H) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans from members (each a "Concessional Partner Loan") ("CPL") in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the CPLs will form part of the member's subscriptions hereunder;

(I) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees, equity investments, and the intermediation of risk management products in addition to loans; and

(J) It is desirable to administer any remaining funds from the Nineteenth Replenishment as part of the Twentieth Replenishment.

**NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS** the Report as approved by the Executive Directors, **NOTES** its conclusions and recommendations, **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

**1. Adjustment of the Period of the Nineteenth Replenishment.**

(a) Resolution No. 244 is amended in Recital A to read as follows:

“The Executive Directors of the International Development Association (the “Association”) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2020 to June 30, 2022 (the “Nineteenth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Nineteenth Replenishment,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 11, 2020, and submitted to the Board of Governors;”

(b) Except as provided in paragraph 1(a) above, all other terms of Resolution No. 244 of the Board of Governors shall remain the same.

**2. Authorization of Subscriptions under the Twentieth Replenishment.**

(a) The Association is authorized to accept additional resources from each member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns 5, 6 and 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.

(i) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members to compensate the Association for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.

(ii) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members reflecting the grant element of a CPL in the amounts specified in Column 6 of Table 1a- SDR attached to this Resolution.

(b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no subscription is specified in Table 2 and additional subscriptions from members incremental to the amounts specified for each such member in Tables 1a and 1b.

(c) The rights and obligations of the Association and the members that make available additional resources to the Association pursuant to paragraph 4(b) below in respect of the authorized subscriptions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety percent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

**3. Agreement to Pay.**

(a) When a member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution (“Instrument of Commitment”) and with respect to:

(i) its subscription for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative, a member will either include such subscription in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 10(a) of this Resolution; and

(ii) a CPL, a member will enter into written agreement(s) in such form as maybe acceptable to the Association.

(b) When a member that is referred to in paragraph 4(b) below agrees to pay the first part of its subscription without qualification and the other part is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a CPL) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association (“Qualified Instrument of Commitment”) and such member:

(i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription by the payment dates set out in paragraph 4(b) of this Resolution; and

(ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

**4. Payment Timeline.**

(a) Each Recipient Member and Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power, will pay such amount to the Association in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment;

provided that if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 7(a) of this Resolution.

- (b) A member, other than such members referred to in paragraph 4(a) above, that agrees to subscribe to an amount and that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment, will pay to the Association the amount of its subscription in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that:
- (i) the Association and each member may agree to earlier payment;
  - (ii) if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Twentieth Replenishment becomes effective;
  - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment; and
  - (iv) if any member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each member that makes a subscription through the grant element of a CPL will pay to the Association the amount of the Loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025, or as agreed with the Association.

#### **5. Mode of Payment.**

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
- (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
  - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be nonnegotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of the members referred to in paragraph 4(b) above, on an approximately pro rata basis among such members, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a member and the Association. With respect to a member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution as may be applicable.

#### **6. Currency of Denomination of Payments.**

- (a) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(a) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association. Payments will be made in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(b) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2017-2019, as determined by the Association, its subscription will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Payments will be made in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations.

- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived there from as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a member that makes a subscription through the grant element of a CPL will denominate and make payment of such CPL in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements.

**7. Effective Date.**

- (a) The Twentieth Replenishment will become effective and the resources to be subscribed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the "Effective Date") when the members referred to in paragraph 4(b) above, whose subscriptions aggregate not less than SDR 9,868 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) or duly executed concessional loan agreements to provide the CPLs, provided that this date shall be not later than March 15, 2023, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.
- (c) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, to use one third of the agreed Replenishment amount, for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products.

**8. Advance Subscriptions.**

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription for which -
  - (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
  - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
  - (iii) a duly executed concessional loan agreement for a CPL has been received by the Association;as an "Advance Subscription" to use for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products, unless the member referred to in paragraph 4(b) above specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification or concessional loan agreement for a CPL.
- (b) The Association shall specify when Advance Subscriptions pursuant to paragraph 8(a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to subscriptions to the Twentieth Replenishment shall apply also to Advance Subscriptions until the Effective Date, when such subscriptions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each member referred to in paragraph 4(b) above, for its subscription.
- (d) In the event that the Twentieth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 7(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Subscription as if it had been made as a subscription under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Subscription will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

**9. Authority to Use Subscription.**

- (a) Subscriptions will become available for use by the Association for financing to eligible recipients upon receipt of the Instruments of Commitment and after the Effective Date, provided that Advance Subscriptions may become available earlier under paragraph 8(a) of this Resolution.

- (b) Any qualified part of a subscription notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for use by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 3(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Twentieth Replenishment become available for commitment by the Association.

**10. HIPC Subscriptions.**

- (a) Members making an additional subscription to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative, will do so either: (i) through an additional subscription to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Subscription") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window or of the Debt Relief Trust Fund ("Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a "Debt Relief Transfer Notification"). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amount set forth in Column 8 of Table 1a-SDR to this Resolution, to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that the Association and each member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription under the Twentieth Replenishment.

**11. Authorization of Grants, Guarantees, Equity Investments and Risk Intermediation.** The Association is hereby authorized to provide financing under the Twentieth Replenishment in the form of grants and guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products.

**12. Administration of IDA19 Funds under the Twentieth Replenishment.**

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Nineteenth Replenishment will be administered under the Twentieth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Nineteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a) (i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 12(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants, guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products under the terms, conditions and policies applicable under the Twentieth Replenishment.

**13. Allocation of Voting Rights under the Twentieth Replenishment.** The IDA Voting Rights Framework recommended by the Executive Directors is hereby approved and, notwithstanding the provisions of paragraph 7 of this Resolution, is effective immediately. On the basis of the IDA Voting Rights Framework, voting rights shall be allocated to members for subscriptions under the Twentieth Replenishment, in addition to their current voting rights, as follows:

- (a) (i) Each member that is determined to be eligible to receive financing from the Association on or about July 1 immediately preceding the date of submission of this Resolution to the Board of Governors but excluding members that are proposed to graduate from the Association during the Twentieth Replenishment ("Recipient Member") and (2) each member that is not a Recipient Member but was eligible to receive financing from the Association any time during the period covered by the Fifteenth Replenishment through the Nineteenth Replenishment ("Interstitial Non-Recipient Member") that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 4(a) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power.

- (ii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe to an amount exceeding such amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated one-third the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of:
    - (A) one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power; and
    - (B) one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription authorized in excess of the amount in subparagraph (A) above.
  - (iii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (i) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
  - (iv) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (ii) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
  - (v) Each Recipient Member shall be allocated the additional votes ("Recipient Boost Votes") specified in Column b-1 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each member that is not a Recipient Member or an Interstitial Non-Recipient Member ("Non-Recipient Member") that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan) shall be allocated one-third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription. Each such member shall be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
  - (c) Each member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative.
  - (d) Each member that has provided a CPL in the amount provided in Table 1b will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the CPL and will be allocated, in respect of such grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time following payment to the Association of the CPL.
  - (e) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription.
  - (f) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
  - (g) If a member fails to pay any amount of its subscription when due, or fails to pay when due any amount of (or due in connection with) a CPL, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Twentieth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in the net present value of such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in the net present value of such payments causing such adjustment is subsequently made up.
  - (h) If a member makes available, on or after the date this Resolution is adopted by the Board of Governors, additional resources to the Association in the form of subscriptions, pursuant to the authorization to the Association under the respective resolutions for any replenishment from the Eleventh Replenishment through to the Nineteenth Replenishment to accept additional resources from any member (i) for which no contribution is specified under such resolutions, or (ii) incremental to the amounts specified for such member in such resolutions, such member shall be allocated voting rights, and other members shall have the opportunity to exercise their preemptive

right, in respect of this additional subscription, in accordance with the IDA Voting Rights Framework and the provisions of this paragraph 13.

*(Adopted on March 31, 2022)*



**Table 1a-SDR. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in SDR millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>		Basic Contribution				HIPC Costs		Net Share <sup>7/</sup>	Net Share (Illustrative Reference) <sup>7/</sup>
	Gross Share <sup>4/</sup>	Amount (2)	Share <sup>5/</sup>	Amount (4)	Grant Amount (5)	Grant Element of Concessional Loan Amount (6)	Share <sup>6/</sup>	Amount (8)	(9)	(10)
Algeria	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%
Argentina	0.01%	2.10	0.01%	1.57	1.57	-	0.20%	0.53	0.01%	0.01%
Australia	1.07%	257.93	1.07%	253.67	253.67	-	1.61%	4.26	1.57%	1.48%
Austria	1.51%	364.00	1.52%	361.72	361.72	-	0.86%	2.28	2.21%	2.09%
Belgium	1.55%	372.91	1.55%	368.37	319.92	48.45	1.71%	4.53	2.27%	2.14%
Canada	3.45%	828.90	3.44%	817.93	817.93	-	4.14%	10.97	5.04%	4.76%
China	3.84%	923.50	3.88%	923.24	923.24	-	0.10%	0.26	5.62%	5.30%
Croatia	0.01%	2.33	0.01%	2.33	2.33	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Cyprus	0.02%	4.82	0.02%	4.77	4.77	-	0.02%	0.05	0.03%	0.03%
Czech Republic	0.05%	12.63	0.05%	12.47	12.47	-	0.06%	0.16	0.08%	0.07%
Denmark	1.10%	264.67	1.10%	261.46	261.46	-	1.21%	3.21	1.61%	1.52%
Egypt, Arab Rep. of	0.02%	4.33	0.02%	4.30	4.30	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%
Estonia	0.02%	4.29	0.02%	4.27	4.27	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%
Finland	0.43%	104.07	0.43%	102.27	102.27	-	0.66%	1.75	0.63%	0.60%
France	5.06%	1,216.87	5.04%	1,199.32	1,199.32	-	6.62%	17.54	7.40%	6.99%
Germany	5.62%	1,351.09	5.55%	1,320.95	1,320.95	-	11.37%	30.13	8.21%	7.76%
Hungary	0.06%	14.44	0.06%	14.28	14.28	-	0.06%	0.16	0.09%	0.08%
Iceland	0.04%	10.15	0.04%	10.08	10.08	-	0.03%	0.08	0.06%	0.06%
India	0.69%	165.76	0.69%	164.85	164.85	-	0.34%	0.90	1.01%	0.95%
Indonesia	0.09%	20.99	0.09%	20.85	20.85	-	0.05%	0.14	0.13%	0.12%
Ireland	0.37%	88.46	0.37%	87.92	87.92	-	0.20%	0.53	0.54%	0.51%
Israel	0.08%	19.96	0.08%	19.66	19.66	-	0.11%	0.30	0.12%	0.11%
Italy	2.05%	493.83	2.03%	483.78	483.78	-	3.80%	10.07	3.00%	2.83%
Japan	10.00%	2,405.83	9.93%	2,363.45	2,363.45	-	16.00%	42.40	14.63%	13.81%
Korea	1.50%	360.88	1.50%	356.90	356.90	-	1.50%	3.98	2.19%	2.07%
Kuwait	0.20%	47.60	0.20%	47.21	47.21	-	0.15%	0.39	0.29%	0.27%
Latvia	0.02%	5.04	0.02%	5.02	5.02	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%
Lithuania	0.02%	5.03	0.02%	5.03	5.03	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%
Luxembourg	0.21%	51.11	0.21%	50.61	50.61	-	0.19%	0.50	0.31%	0.29%
Malaysia	0.03%	6.30	0.03%	6.09	6.09	-	0.08%	0.20	0.04%	0.04%
Mexico	0.05%	11.89	0.05%	11.73	11.73	-	0.06%	0.16	0.07%	0.07%
Morocco	0.01%	3.50	0.01%	3.50	3.50	-	0.00%	-	0.02%	0.02%
Netherlands	2.94%	706.59	2.94%	698.98	698.98	-	2.87%	7.61	4.30%	4.06%
New Zealand	0.11%	27.27	0.11%	26.93	26.93	-	0.13%	0.34	0.17%	0.16%
Nigeria	0.06%	14.15	0.06%	14.02	14.02	-	0.05%	0.13	0.09%	0.08%
Norway	1.14%	274.01	1.13%	269.56	269.56	-	1.68%	4.45	1.67%	1.57%
Pakistan	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%
Philippines	0.02%	4.18	0.02%	4.09	4.09	-	0.03%	0.09	0.03%	0.02%
Poland	0.07%	15.67	0.07%	15.59	15.59	-	0.03%	0.08	0.10%	0.09%
Portugal	0.04%	9.96	0.04%	9.86	9.86	-	0.04%	0.10	0.06%	0.06%
Russia	0.15%	34.98	0.15%	34.98	34.98	-	0.00%	-	0.21%	0.20%
Saudi Arabia	2.04%	489.74	2.05%	488.60	488.60	-	0.43%	1.14	2.98%	2.81%
Singapore	0.20%	48.11	0.20%	47.73	47.73	-	0.14%	0.38	0.29%	0.28%
Slovak Republic	0.01%	2.40	0.01%	2.38	2.38	-	0.01%	0.03	0.01%	0.01%
South Africa	0.04%	9.71	0.04%	9.47	9.47	-	0.09%	0.24	0.06%	0.06%
Spain	1.01%	243.56	1.00%	238.29	238.29	-	1.99%	5.28	1.48%	1.40%
Sweden	3.14%	753.32	3.14%	747.66	747.66	-	2.89%	7.66	4.59%	4.34%
Switzerland	2.10%	506.28	2.10%	500.18	500.18	-	2.30%	6.09	3.08%	2.91%
Thailand	0.03%	7.22	0.03%	7.18	7.18	-	0.01%	0.04	0.04%	0.04%
Turkey	0.04%	9.87	0.04%	9.87	9.87	-	0.00%	-	0.06%	0.06%
United Kingdom	5.71%	1,374.78	5.65%	1,345.12	1,345.12	-	11.19%	29.65	8.36%	7.89%
United States	10.18%	2,448.68	10.07%	2,395.36	2,395.36	-	20.12%	53.32	14.89%	14.06%
<b>Sub-total Contributing Members</b>		<b>16,446.87</b>		<b>16,194.63</b>	<b>16,146.18</b>	<b>48.45</b>		<b>252.24</b>	<b>100.00%</b>	
<b>Additional financing <sup>2/</sup></b>	<b>0.05%</b>	<b>11.35</b>								
<b>Total</b>		<b>16,458.22</b>								

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.  
 2/ Represents the investment income estimated to be generated by using a regular encashment profile of 9 years vs. an 11-year profile.  
 3/ Includes an increase in basic share achieved through accelerated encashments.  
 4/ Gross shares are calculated using the target amount of SDR 24,058.48 million (equivalent to US\$34,387.75 million). This figure is derived by grossing up the IDA20 targeted funding volume of US\$24.9 billion by the carried-forward prevailing gap of 27.59 percent. With IDA20 Partners' total shares not adding to 100 percent of target, the resulting structural gap is 31.58 percent.  
 5/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 23,793.48 million (equivalent to US\$34,008.97 million). This figure is derived as explained in footnote 4 and subtracting the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (US\$378.78 million).  
 6/ HIPC contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by Partners in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual Partner, to the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (equivalent to US\$378.78 million).  
 7/ "Net Share" represents individual donor contribution as a percentage share of the actual sum of all donor contributions which total US\$23,508.17 million. "Net Share (Illustrative Reference)" reflects individual donor contribution as a percentage share of the target donor contribution of US\$24.9 billion.

**Table 1a-CoC. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in Currency of Contribution (CoC), millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>				Basic Contribution	HIPC Costs	FX Rates
	Currency of Contribution <sup>2/</sup> (1)	Amount <sup>3/</sup> (2)	Acceleration Credit Amount <sup>3/</sup> (3)	Grant Element of Concessional Loan Amount <sup>3/</sup> (4)	Amount <sup>3/</sup> (5)	Amount <sup>3/</sup> (6)	(SDR/CoC) (7)
Algeria	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Argentina	USD	3.00	-	-	2.24	0.76	1.42934
Australia	AUD	488.01	-	-	479.97	8.04	1.88515
Austria	EUR	435.89	-	-	433.16	2.73	1.19751
Belgium	EUR	388.54	-	58.02	383.11	5.43	1.19751
Canada	CAD	1,472.50	-	-	1,453.01	19.49	1.77644
China	CNY	8,544.44	-	-	8,541.99	2.45	9.25221
Croatia	HRK	21.00	-	-	21.00	-	9.01495
Cyprus	EUR	5.77	-	-	5.71	0.06	1.19751
Czech Republic	CZK	388.90	-	-	384.00	4.90	30.78998
Denmark	DKK	2,357.00	-	-	2,328.44	28.56	8.90558
Egypt, Arab Rep. of	USD	6.19	-	-	6.15	0.04	1.42934
Estonia	EUR	5.10	0.04	-	5.07	0.03	1.19751
Finland	EUR	125.00	-	-	122.91	2.09	1.19751
France	EUR	1,457.21	-	-	1,436.20	21.01	1.19751
Germany	EUR	1,617.93	-	-	1,581.85	36.08	1.19751
Hungary	HUF	6,164.14	-	-	6,096.24	67.90	427.02226
Iceland	ISK	1,812.59	-	-	1,798.40	14.19	178.49609
India	INR	17,480.00	-	-	17,384.92	95.08	105.45636
Indonesia	USD	30.00	-	-	29.80	0.20	1.42934
Ireland	EUR	105.93	-	-	105.29	0.64	1.19751
Israel	ILS	93.20	-	-	91.80	1.40	4.66982
Italy	EUR	591.39	-	-	579.33	12.06	1.19751
Japan	JPY	376,743.34	-	-	370,103.72	6,639.62	156.59480
Korea	KRW	584,773.42	-	-	578,332.16	6,441.26	1,620.42209
Kuwait	KWD	20.50	-	-	20.33	0.17	0.43063
Latvia	EUR	5.97	0.07	-	5.94	0.03	1.19751
Lithuania	EUR	6.00	0.05	-	5.97	0.03	1.19751
Luxembourg	EUR	61.21	-	-	60.61	0.60	1.19751
Malaysia	USD	9.00	-	-	8.71	0.29	1.42934
Mexico	USD	17.00	-	-	16.77	0.23	1.42934
Morocco	USD	5.00	-	-	5.00	-	1.42934
Netherlands	EUR	846.13	0.02	-	837.02	9.11	1.19751
New Zealand	NZD	55.00	-	-	54.31	0.69	2.01683
Nigeria	USD	20.00	0.22	-	19.82	0.18	1.42934
Norway	NOK	3,348.88	-	-	3,294.47	54.41	12.22176
Pakistan	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Philippines	USD	5.97	-	-	5.84	0.13	1.42934
Poland	EUR	18.77	-	-	18.67	0.10	1.19751
Portugal	EUR	11.93	-	-	11.81	0.12	1.19751
Russia	USD	50.00	-	-	50.00	-	1.42934
Saudi Arabia	USD	700.00	-	-	698.37	1.63	1.42934
Singapore	USD	68.77	-	-	68.22	0.55	1.42934
Slovak Republic	EUR	2.88	-	-	2.85	0.03	1.19751
South Africa	ZAR	199.02	1.58	-	194.09	4.93	20.65496
Spain	EUR	291.67	-	-	285.35	6.32	1.19751
Sweden	SEK	9,200.00	-	-	9,106.72	93.28	12.18022
Switzerland	USD	725.00	-	-	716.29	8.71	1.42934
Thailand	THB	327.70	-	-	325.99	1.71	45.40357
Turkey	USD	14.11	-	-	14.11	-	1.42934
United Kingdom	GBP	1,414.00	-	-	1,383.50	30.50	1.02853
United States	USD	3,500.00	-	-	3,423.79	76.21	1.42934

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10 percent over the 2017-2019 period would be denominated in SDR or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.

3/ The amounts in national currency ("NC") exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of concessional loan (when applicable), both of which are included in the SDR and USD amounts. The equivalent NC amount of any individual acceleration credit or grant element of concessional loan is shown separately in columns 3 and 4 respectively.

**Table 1b. Concessional Loan Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in SDR millions)

Contributing Members	Loan Amount <sup>1/</sup>			Loan Terms		Grant Element from Loan	
	SDR Million (1)	Currency (2)	FX (3)	Maturity (5)	Coupon Rate in Loan Currency Terms (6)	SDR Million (7)	Currency Million (8)
Belgium	213.75	EUR	1.19751	10-50	0.00%	48.45	58.02

1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.

**Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes**  
*(amounts in US\$ Equivalents)*

Member	Current Status (Before IDA20)				Additional Votes Stemming From IDA20 and MDI cost update				Status Involving IDA20				Adjusted Voting Power				
	Subscription Currying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes to be allocated	MDI (\$)	MDI cost update adjustments to allocated votes	Total Cumulative Resources (\$)	% of Non- Resipients	Subscription Votes	% of Non- Resipients	Contributions (\$)	% of Non- Resipients	Subscription Votes	% of Non- Resipients	Membership Votes	Total Votes	Total Power %
ALBANIA	400,796	4,459	400,796	4,459	60,100	0.19%	400,796	0.09%	4,459	0.02%	400,796	0.02%	4,459	0.02%	60,100	64,759	0.18%
ALGERIA	6,876,585	24,970,467	31,847,052	75,817	28,019,407	0.19%	34,893,992	0.09%	77,403	0.34%	34,893,992	0.17%	77,403	0.34%	60,100	141,249	0.38%
ARGENTINA	32,764,256	129,368,800	162,133,056	379,510	3,002,079	1.28%	165,135,135	0.85%	379,510	1.66%	165,135,135	1.28%	379,510	1.66%	60,100	443,526	1.21%
AUSTRALIA	12,167,688	41,824,387,073	41,946,554,761	29,535	522,246,031	0.07%	41,976,800,792	1.09%	29,535	0.07%	41,976,800,792	1.09%	29,535	0.07%	60,100	330,840	0.90%
AUSTRIA	6,653,542	8,009,489	14,663,031	7,432	6,656,031	0.09%	14,663,031	0.09%	7,432	0.09%	14,663,031	0.09%	7,432	0.09%	60,100	66,532	0.18%
BAHAMAS, THE	17,514,018	1,892,596	19,406,614	5,227	19,401,387	0.19%	19,406,614	0.09%	5,227	0.03%	19,406,614	0.09%	5,227	0.03%	60,100	65,327	0.18%
BARBADOS	3,325,481	3,325,481	6,650,962	3,325	3,325,481	0.19%	6,650,962	0.09%	3,325	0.03%	6,650,962	0.09%	3,325	0.03%	60,100	63,426	0.17%
BELIZE	348,646	348,646	697,292	348	348,646	0.19%	697,292	0.09%	348	0.02%	697,292	0.09%	348	0.02%	60,100	61,157	0.17%
BOTSWANA	291,146	3,631,705	3,922,851	3,736	3,922,851	0.19%	3,922,851	0.09%	3,736	0.02%	3,922,851	0.09%	3,736	0.02%	60,100	63,836	0.17%
BRAZIL	32,235,101	990,349,675	1,022,584,776	478,243	990,349,675	0.19%	1,022,584,776	0.31%	478,243	2.09%	1,022,584,776	0.31%	478,243	2.09%	60,100	538,443	1.46%
BULGARIA	66,653,616	13,752,188,628	13,818,842,244	782,051	13,818,842,244	0.19%	13,818,842,244	4.75%	782,051	3.71%	13,818,842,244	4.75%	782,051	3.71%	60,100	14,145,445	2.48%
CANADA	6,058,100	34,746,972	40,805,072	67,796	40,805,072	0.37%	40,805,072	0.91%	67,796	3.43%	40,805,072	0.91%	67,796	3.43%	60,100	127,896	0.35%
CHILE	55,177,129	2,296,058,368	2,351,235,497	710,221	2,351,235,497	0.19%	2,351,235,497	1.69%	710,221	6.79%	2,351,235,497	1.69%	710,221	6.79%	60,100	849,522	2.31%
CHINA	6,458,481	26,659,256	33,117,737	74,029	33,117,737	0.19%	33,117,737	0.09%	74,029	0.22%	33,117,737	0.09%	74,029	0.22%	60,100	64,109	0.17%
COSTA RICA	24,113,738	33,003	24,113,738	33,003	61,000	0.19%	24,113,738	0.09%	33,003	0.02%	24,113,738	0.09%	33,003	0.02%	60,100	64,109	0.17%
CROATIA	1,332,773	32,379,650	33,712,423	3,736	33,712,423	0.19%	33,712,423	0.09%	3,736	0.01%	33,712,423	0.09%	3,736	0.01%	60,100	63,846	0.20%
CYPRUS	6,438,981	151,059,655	157,498,636	79,601	157,498,636	0.19%	157,498,636	0.08%	79,601	0.05%	157,498,636	0.08%	79,601	0.05%	60,100	80,745	0.22%
CZE REPUBLIC	16,480,328	4,236,809	20,717,137	21,625	20,717,137	0.19%	20,717,137	0.08%	21,625	0.03%	20,717,137	0.08%	21,625	0.03%	60,100	93,445	0.24%
DOMINICAN REPUBLIC	690,738	6,614	697,352	7,553	697,352	0.20%	697,352	0.09%	7,553	0.03%	697,352	0.09%	7,553	0.03%	60,100	67,953	0.18%
ECUADOR	1,113,917	994,209	2,108,126	12,406	2,108,126	0.19%	2,108,126	0.09%	12,406	0.05%	2,108,126	0.09%	12,406	0.05%	60,100	72,506	0.20%
EGYPT, ARAB REP. OF	8,701,133	17,177,708	25,878,841	96,881	25,878,841	0.19%	25,878,841	0.09%	96,881	0.37%	25,878,841	0.09%	96,881	0.37%	60,100	161,078	0.44%
EL SALVADOR	553,133	23,707	576,840	630	576,840	0.19%	576,840	0.09%	630	0.02%	576,840	0.09%	630	0.02%	60,100	64,109	0.17%
EQUATORIAL GUINEA	279,327	22,182,050	22,461,377	1,271	22,461,377	0.19%	22,461,377	0.09%	1,271	0.01%	22,461,377	0.09%	1,271	0.01%	60,100	61,871	0.16%
ESTONIA	553,361	3,345,531	3,898,892	6,316	3,898,892	0.19%	3,898,892	0.09%	6,316	0.03%	3,898,892	0.09%	6,316	0.03%	60,100	66,416	0.18%
EUROPEAN UNION	94,820,328	2,447,891,362	2,542,711,690	1,483	2,542,711,690	0.19%	2,542,711,690	7.03%	1,483	0.01%	2,542,711,690	7.03%	1,483	0.01%	60,100	2,544,194	4.50%
FRANCE	857,702	20,403,971,507	20,404,829,209	99,212	20,404,829,209	0.19%	20,404,829,209	0.09%	99,212	0.48%	20,404,829,209	0.09%	99,212	0.48%	60,100	20,503,741	3.69%
GABON	107,352,485	28,903,303,861	29,010,656,346	1,641,803	29,010,656,346	0.19%	29,010,656,346	9.79%	1,641,803	5.76%	29,010,656,346	9.79%	1,641,803	5.76%	60,100	69,686	0.19%
GERMANY	4,689,007	231,525,866	236,214,873	18	236,214,873	0.19%	236,214,873	0.09%	18	0.00%	236,214,873	0.09%	18	0.00%	60,100	181,617	0.49%
GUATEMALA	689,007	689,007	1,378,014	689	1,378,014	0.19%	1,378,014	0.09%	689	0.02%	1,378,014	0.09%	689	0.02%	60,100	60,789	0.18%
HUNGARY	13,258,959	191,394,711	204,653,670	160,267	204,653,670	0.19%	204,653,670	0.09%	160,267	0.71%	204,653,670	0.09%	160,267	0.71%	60,100	225,287	0.61%
IRELAND	18,288,250	116,728,789	135,017,039	6,622	135,017,039	0.19%	135,017,039	0.09%	6,622	0.01%	135,017,039	0.09%	6,622	0.01%	60,100	143,641	0.39%
ISRAEL	7,784,611	48,103,715	55,888,326	26,898	55,888,326	0.19%	55,888,326	0.02%	26,898	0.38%	55,888,326	0.02%	26,898	0.38%	60,100	146,998	0.40%
IRAN, ISLAMIC REP. OF	1,298,010	1,298,010	2,596,020	1,438	2,596,020	0.19%	2,596,020	0.09%	1,438	0.06%	2,596,020	0.09%	1,438	0.06%	60,100	74,438	0.20%
IRAQ	5,106,425	942,335,031	947,441,456	53,330	947,441,456	0.19%	947,441,456	0.34%	53,330	0.26%	947,441,456	0.34%	53,330	0.26%	60,100	124,337	0.34%
IRELAND	30,529,973	11,678,888,731	11,719,418,704	603,182	11,719,418,704	0.19%	11,719,418,704	3.99%	603,182	3.07%	11,719,418,704	3.99%	603,182	3.07%	60,100	12,438	0.09%
ITALY	106,611,133	45,608,794,469	45,715,405,602	2,587,176	45,715,405,602	0.19%	45,715,405,602	15.55%	2,587,176	12.16%	45,715,405,602	15.55%	2,587,176	12.16%	60,100	48,303,581	8.36%
JAPAN	5,517,000	517,000	6,034,000	5,517	6,034,000	0.19%	6,034,000	0.09%	5,517	0.00%	6,034,000	0.09%	5,517	0.00%	60,100	65,617	0.18%
JORDAN	5,501,400	2,820,834,853	2,826,336,253	282,028	2,826,336,253	0.19%	2,826,336,253	0.08%	282,028	1.30%	2,826,336,253	0.08%	282,028	1.30%	60,100	2,831,835	4.90%
KAZAKHSTAN	5,755,615	1,124,706,557	1,130,462,172	63,976	1,130,462,172	0.19%	1,130,462,172	0.38%	63,976	3.14%	1,130,462,172	0.38%	63,976	3.14%	60,100	3,511,911	6.02%
KUWAIT	249,469	21,274,206	21,523,675	1,218	21,523,675	0.19%	21,523,675	0.09%	1,218	0.01%	21,523,675	0.09%	1,218	0.01%	60,100	61,318	0.16%
LATVIA	774,984	774,984	1,549,968	406	1,549,968	0.19%	1,549,968	0.09%	406	0.26%	1,549,968	0.09%	406	0.26%	60,100	61,514	0.16%
LEBANON	449,854	449,854	899,708	449	899,708	0.19%	899,708	0.09%	449	0.08%	899,708	0.09%	449	0.08%	60,100	60,554	0.16%

Member	Current Status (Before IDA129)				Additional Votes Stemming From IDA129 and IDA30 including Votes to be under IDA20				Status (Including IDA129)				Adjusted Voting Power			
	Subscription Carrying Votes (e-1)	Contributions (\$) (e-2)	Total Cumulative Resources (\$) (e-3)	Subscription Votes (e-4)	Membership Votes (e-5)	Total Voting Power % (e-6)	Subscriptions to Substantive IDA30 including Votes to be under IDA20 (MDR) (e-7)	Subscription Votes (e-8)	Membership Votes (e-9)	Total Voting Power % (e-10)	Subscription Votes (e-11)	Membership Votes (e-12)	Total Voting Power % (e-13)	Subscription Votes (e-14)	Membership Votes (e-15)	Total Voting Power % (e-16)
LIBYANA	17,182,71	19,917,436	17,182,71	18,899	60,100	0.23%	7,123,204	3,746	3,746	0.00%	17,182,71	19,917,436	17,182,71	18,899	60,100	0.23%
LUXEMBOURG	1,130,630	473,737,738	474,868,368	26,874	60,100	0.25%	73,290,490	4,148	3,746	0.00%	1,130,630	473,737,738	1,130,630	26,874	60,100	0.25%
MALAYSIA	4,382,462	65,200,477	69,582,939	50,696	60,100	0.24%	9,006,238	510	3,746	0.00%	4,382,462	65,200,477	4,382,462	50,696	60,100	0.24%
MAURITIUS	1,470,701	35,500	1,506,201	2,168	60,100	0.22%	17,011,783	983	3,746	0.00%	1,470,701	35,500	1,470,701	2,168	60,100	0.22%
MONTENEGRO	16,783,289	380,040,871	396,824,160	783,289	59,200	0.20%	17,011,783	983	3,746	0.00%	16,783,289	380,040,871	16,783,289	783,289	59,200	0.19%
MOROCCO	5,994,700	5,994,700	11,989,400	65,600	60,100	0.26%	5,003,666	283	3,746	0.00%	5,994,700	5,994,700	5,994,700	65,600	60,100	0.26%
NETHERLANDS	48,527,827	10,207,773,745	10,256,301,572	583,236	60,100	1.87%	10,623,044	57,229	3,746	0.00%	48,527,827	10,207,773,745	48,527,827	583,236	60,100	1.92%
NEW ZEALAND	1,470,701	421,106,258	422,576,959	2,168	60,100	0.22%	39,252,641	2,226	3,746	0.00%	1,470,701	421,106,258	1,470,701	2,168	60,100	0.22%
NORWAY	15,262,262	4,897,090,303	4,912,352,565	277,142	60,100	0.88%	395,364,266	22,375	3,746	0.00%	15,262,262	4,897,090,303	15,262,262	277,142	60,100	0.88%
OMAN	521,777	1,031,875	1,553,652	604	60,100	0.19%	46,737	-	-	0.00%	521,777	1,031,875	521,777	604	60,100	0.19%
PANAMA	46,737	-	46,737	571	60,100	0.18%	-	-	-	0.00%	46,737	-	46,737	571	60,100	0.17%
PARAGUAY	517,000	517,000	1,034,000	560	60,100	0.19%	-	-	-	0.00%	517,000	517,000	517,000	560	60,100	0.18%
PERU	3,041,052	15,606,676	18,647,728	34,138	60,100	0.27%	5,974,133	303	3,746	0.00%	3,041,052	15,606,676	3,041,052	34,138	60,100	0.26%
PORTUGAL	52,076,291	112,916,597	164,992,888	577,857	60,100	1.85%	22,479,276	1,273	3,746	0.00%	52,076,291	112,916,597	52,076,291	577,857	60,100	1.75%
ROMANIA	4,771,403	343,702,879	348,474,282	19,721	60,100	0.23%	14,679,439	831	3,746	0.00%	4,771,403	343,702,879	4,771,403	19,721	60,100	0.23%
SARAWAK	5,720,526	89,338,351	95,058,877	61,207	59,200	0.35%	5,720,526	3,845	3,746	0.00%	5,720,526	89,338,351	5,720,526	61,207	59,200	0.33%
SAUDI ARABIA	29,236,099	3,194,972,737	3,224,208,836	1,020,937	60,100	3.14%	70,125,187	39,687	3,746	0.00%	29,236,099	3,194,972,737	29,236,099	1,020,937	60,100	3.06%
SERBIA	29,934,718	29,934,718	59,869,436	40,576	60,100	0.29%	29,934,718	39,687	3,746	0.00%	29,934,718	29,934,718	29,934,718	40,576	60,100	0.27%
SINGAPORE	1,208,058	321,853,002	323,061,060	31,412	59,200	0.28%	60,087,146	3,910	3,746	0.00%	1,208,058	321,853,002	1,208,058	31,412	59,200	0.27%
SLOVAKIA	3,746	3,746	7,492	192	60,100	0.18%	3,746	192	3,746	0.00%	3,746	3,746	3,746	192	60,100	0.17%
SLOVENIA	13,058,597	50,173,115	63,231,712	16,566	60,100	0.19%	60,000	192	3,746	0.00%	13,058,597	50,173,115	13,058,597	16,566	60,100	0.17%
SOUTH AFRICA	12,546,422	287,249,293	299,795,715	15,966	60,100	0.22%	14,031,229	794	3,746	0.00%	12,546,422	287,249,293	12,546,422	15,966	60,100	0.22%
SPAIN	22,210,048	51,460,272,357	51,682,472,405	292,487	60,100	1.03%	352,416,035	19,944	3,746	0.00%	22,210,048	51,460,272,357	22,210,048	292,487	60,100	1.02%
SWITZERLAND	25,289,546	10,673,250,348	10,700,539,894	607,208	60,100	1.88%	1,086,211,647	61,477	3,746	0.00%	25,289,546	10,673,250,348	25,289,546	607,208	60,100	1.87%
SWITZERLAND & NEVIS	18,674,464	6,641,650,538	6,660,325,002	375,872	60,100	1.27%	729,072,545	41,269	3,746	0.00%	18,674,464	6,641,650,538	18,674,464	375,872	60,100	1.26%
THAILAND	5,165,607	14,147,759	19,313,366	56,819	60,100	0.24%	10,323,347	584	3,746	0.00%	5,165,607	14,147,759	5,165,607	56,819	60,100	0.23%
THAILAND & TOBAGO	2,298,539	2,298,539	4,597,078	25,102	60,100	0.25%	-	-	-	0.00%	2,298,539	2,298,539	2,298,539	25,102	60,100	0.23%
TURKEY	10,544,155	247,310,761	257,854,916	139,160	60,100	0.85%	14,119,780	799	3,746	0.00%	10,544,155	247,310,761	10,544,155	139,160	60,100	0.84%
UKRAINE	10,605,091	-	10,605,091	112,216	59,200	0.50%	-	-	-	0.00%	10,605,091	-	10,605,091	112,216	59,200	0.47%
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,189,119	5,199,848	619	718	0.00%	-	-	-	0.00%	10,729	5,189,119	10,729	619	718	0.00%
UNITED KINGDOM	215,713,766	38,680,309,308	38,896,023,074	2,201,450	60,100	6.57%	1,994,526,615	112,876	3,746	0.00%	215,713,766	38,680,309,308	215,713,766	2,201,450	60,100	6.47%
UNITED STATES	475,438,187	56,266,868,321	56,742,306,508	3,211,224	59,200	9.41%	3,434,465,917	200,536	3,746	0.00%	475,438,187	56,266,868,321	475,438,187	3,211,224	59,200	9.45%
Subtotal Non-Recipients	1,831,779,856	291,081,031,441	292,912,811,297	21,566,023	5,504,900	22.00%	33,526,078,158	1,325,577	183,854	0.00%	1,831,779,856	291,081,031,441	1,831,779,856	21,566,023	5,504,900	22.00%
Subtotal Recipients & Converters	2,058,659,052	291,783,158,139	293,846,817,221	34,029,706	10,565,448	100.00%	-	-	-	0.00%	2,058,659,052	291,783,158,139	2,058,659,052	34,029,706	10,565,448	100.00%
<b>Grand Total</b>																

Notes:

Current Status (e-1) to (e-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and Replenishments at the agreed exchange rates.

The Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.2605; and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Nineteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

IDA Resolutions No. 248  
Page 14 of 19

**Allocation of Additional Votes:** Non-Recipient subscription votes allocated under IDA20 and MDR1 in column (c-2) comprises: i. votes allocated based on IDA20 contributions as per Table 1 imputed for the agreed acceleration of the encasement schedule from eleven to nine years, and, where relevant, for differences of the agreed encasement schedule from the standard encasement schedule, and ii. votes allocated to reflect the IDA20 MDR1 case updates. These were previously allocated as part of the adjustments to current status amounts.

**The Total Voting Power % (Current Status before IDA20):** It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Bulgaria, using the pre-IDA20 voting rights framework.

**New members:** Bulgaria has been added to the list, with necessary adjustments made. With respect to Bulgaria's IDA19 contribution, the Association made an in-principle allocation of Bulgaria's voting rights on the same basis as for "Part II members" as determined in IDA Resolution 245: Membership of Bulgaria'

**Subscription carrying votes (S) and Subscriptions (S):** With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided for exercise of preemptive rights) are allocated to Subscriptions (S). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (S) and Contributions (S). The ending balances of Subscriptions (S) consist of Subscription carrying votes (S) allocated prior to IDA20, and Subscriptions (S) allocated since IDA20.

Member	Current Status (NoVr ID150)				Receipts from				Allocation On Exercise of Prorogative Rights to Maintain Voting Power				Additional Resources Provided under ID150 in 2023				Adjusted Voting Power					
	Subscription Carry-Over (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Votes	Power %	Additional Votes	Power %	Subscription Votes	Membership Votes	Total Votes	Power %	Subscription Votes	Membership Votes	Total Votes	Power %	Subscription Votes	Membership Votes	Total Votes	Power %	
(e-1)	(e-2)	(e-3)	(e-4)	(e-5)	(e-6)	(e-7)	(e-8)	(e-9)	(e-10)	(e-11)	(e-12)	(e-13)	(e-14)	(e-15)	(e-16)	(e-17)	(e-18)	(e-19)	(e-20)	(e-21)	(e-22)	
<b>Member</b>																						
<b>Members</b>																						
ANGOLA	10,709,981	4,426,432	15,136,413	116,412	60,100	0,518%				209,850	8,394	3,746	0,319%	-	-	124,806	63,846	4,778%	124,806	63,846	188,652	0,518%
ARMENIA	723,531		723,531	8,174	60,100	0,208%				23,750	950	3,746	0,208%	-	-	15,800	63,846	0,58%	15,800	63,846	79,206	0,208%
AZERBAIDJAN	1,940,224	5,220,808	6,460,032	14,609	60,100	0,228%				33,775	1,351	3,746	0,228%	-	-	15,800	63,846	0,58%	15,800	63,846	79,206	0,228%
BOSNIA & HERZEGOVINA	10,258,439		10,258,439	14,272	60,100	0,228%				34,225	1,309	3,746	0,228%	-	-	15,641	63,846	0,59%	15,641	63,846	79,877	0,228%
INDIA	1,181,762		1,181,762	13,155	60,100	0,218%				32,325	1,293	3,746	0,218%	-	-	14,448	63,846	0,55%	14,448	63,846	78,294	0,218%
INDONESIA	70,943,345	597,706,951	668,650,306	842,671	60,100	2,628%				1,458,575	58,343	3,746	2,628%	238,626,991	13,333	237,082,566	63,846	34,688%	63,846	63,846	978,195	2,669%
KAZAKHSTAN	400,295		400,295	4,659	60,100	0,198%				17,700	708	3,746	0,198%	-	-	5,387	63,846	0,20%	5,387	63,846	69,213	0,198%
MONSOLIA	5,114,657		5,114,657	55,957	60,100	0,34%				105,900	4,236	3,746	0,34%	-	-	60,193	63,846	2,28%	60,193	63,846	124,039	0,34%
SRI LANKA	2,572,205		2,572,205	28,207	60,100	0,20%				58,200	2,328	3,746	0,20%	-	-	30,535	63,846	1,16%	30,535	63,846	94,381	0,26%
VIETNAM	1,718,321		1,718,321	18,810	60,100	0,23%				26,350	1,054	3,746	0,24%	-	-	19,864	69,654	0,78%	19,864	69,654	88,916	0,24%
<b>Recipients</b>																						
AFGHANISTAN	91,288,575		91,288,575	99,156	60,100	0,46%		5,208	0,24%	148,475	5,939	3,746	0,49%	-	-	105,975	3,99%	105,975	3,99%	179,431	0,49%	
BANGLADESH	8,676,525		8,676,525	94,679	60,100	0,18%		10,510	0,19%	12,325	493	3,746	0,19%	-	-	1,316	67,900	0,08%	1,316	67,900	69,216	0,19%
BRITAIN	94,679		94,679	1,316	60,100	0,18%		4,054	0,19%	12,325	493	3,746	0,19%	-	-	1,316	67,900	0,08%	1,316	67,900	69,216	0,19%
BURKINA FASO	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
BURUNDI	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
CAMBODIA	1,458,575		1,458,575	16,833	60,100	0,28%		5,208	0,24%	26,990	1,078	3,746	0,24%	-	-	20,201	69,654	0,78%	20,201	69,654	89,937	0,24%
CAMEROON	1,718,271		1,718,271	18,809	60,100	0,24%		5,208	0,24%	26,990	1,078	3,746	0,24%	-	-	19,853	69,654	0,78%	19,853	69,654	88,917	0,24%
CENTRAL AFRICAN REP.	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
CHAD	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
COMOROS	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
CONGO, REP. OF	5,130,636		5,130,636	55,901	60,100	0,34%		7,655	0,36%	82,725	3,309	3,746	0,36%	-	-	59,210	71,502	2,25%	59,210	71,502	130,712	0,36%
CONGO, DEM. REP. OF	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
COTE D'IVOIRE	1,718,271		1,718,271	18,809	60,100	0,24%		5,208	0,24%	26,990	1,078	3,746	0,24%	-	-	19,863	69,654	0,78%	19,863	69,654	88,917	0,24%
DOMINICA	145,978		145,978	1,683	60,100	0,18%		4,094	0,19%	5,600	214	3,746	0,19%	-	-	1,907	67,937	0,07%	1,907	67,937	69,844	0,19%
DOMINICAN REP.	163,243		163,243	2,079	60,100	0,18%		4,104	0,19%	600	36	3,746	0,19%	-	-	2,115	67,950	0,08%	2,115	67,950	70,065	0,19%
ERITREA	882,030		882,030	9,605	60,100	0,20%		4,601	0,21%	12,350	494	3,746	0,21%	-	-	10,089	68,447	0,38%	10,089	68,447	78,546	0,21%
ETHIOPIA	1,458,575		1,458,575	16,833	60,100	0,28%		5,208	0,24%	26,990	1,078	3,746	0,24%	-	-	19,853	69,654	0,78%	19,853	69,654	88,917	0,24%
GAMBIA, THE	463,172		463,172	5,530	60,100	0,19%		4,318	0,20%	5,850	234	3,746	0,20%	-	-	5,564	68,164	0,21%	5,564	68,164	73,728	0,20%
GHANA	4,008,767		4,008,767	43,654	60,100	0,30%		6,848	0,32%	64,125	2,565	3,746	0,32%	-	-	46,219	70,684	1,73%	46,219	70,684	116,913	0,33%
GUINEA	169,692		169,692	1,977	60,100	0,18%		4,097	0,19%	5,600	214	3,746	0,19%	-	-	2,007	67,943	0,08%	2,007	67,943	69,950	0,19%
GUINEA-BISSAU	244,866		244,866	2,883	60,100	0,18%		4,157	0,19%	5,600	214	3,746	0,19%	-	-	2,970	68,603	0,11%	2,970	68,603	70,973	0,19%
GUYANA	1,383,975		1,383,975	15,303	60,100	0,22%		4,977	0,23%	21,000	840	3,746	0,23%	-	-	16,143	68,823	0,61%	16,143	68,823	84,966	0,23%
HAITI	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
HONDURAS	2,856,949		2,856,949	31,207	60,100	0,27%		6,026	0,28%	48,200	1,808	3,746	0,28%	-	-	33,015	69,872	1,25%	33,015	69,872	102,887	0,28%
KENYA	111,854		111,854	1,508	60,100	0,18%		4,066	0,19%	25	1	3,746	0,19%	-	-	1,509	66,994	0,06%	1,509	66,994	67,912	0,19%
KIRIBATI	945,056		945,056	10,114	59,200	0,20%		4,575	0,21%	11,750	470	3,746	0,21%	-	-	10,584	67,521	0,40%	10,584	67,521	78,105	0,21%
KOSOVO	857,702		857,702	9,586	60,100	0,20%		4,599	0,21%	12,325	493	3,746	0,21%	-	-	10,079	68,445	0,38%	10,079	68,445	78,524	0,21%
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	281,880		281,880	3,566	60,100	0,18%		4,189	0,19%	2,850	114	3,746	0,19%	-	-	3,480	68,035	0,13%	3,480	68,035	71,515	0,19%
LESOTHO	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
LIBERIA	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
LIBYAN ARAB REP.	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
MALAWI	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0,22%		4,913	0,23%	19,550	782	3,746	0,23%	-	-	15,120	68,759	0,57%	15,120	68,759	83,879	0,23%
MALDIVES	60,926		60,926	955	60,100	0,18%		4,030	0,19%	-	-	3,746	0,19%	-	-	955	67,876	0,04%	955	67,876	68,831	0,19%

IDA Resolutions No. 248  
Page 16 of 19

Recipient and Interstitial members	Current Status (Refer IDA20)					Recipient Share				Allocation of Excess of Preemptive Rights to Member Voting Power				Additional Resources Provided under IDA20 in SDGs or Pre-emptive Convertible Securities				Adjusted Voting Power			
	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (\$) (e-2)	Total Cumulative Resources (\$) (e-3)	Subscription Votes (e-4)	Membership Votes (e-5)	Total Voting Power % (e-6)	Additional Voting Power (b-1)	Total Voting Power (b-2)	Subscriptions (d-1)	Membership Votes (d-3)	Total Voting Power % (d-4)	Subscriptions (f-1)	Subscription Votes (f-2)	Total Additional Resources (\$) (f-3)	Subscription Votes (g-1)	as % of Receipts & Interstitials (g-2)	Membership Votes (g-3)	Total Voting Power % (g-5)			
Member																					
MALI	1,483,005		1,483,005	16,322	60,100	0.23%	5,004	0.23%	22,550	902	3,746	0.23%	-	17,224	0.03%	68,800	86,114	0.23%			
MAURITIA	857,702		857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	14,325	493	3,746	0.21%	-	10,079	0.38%	68,845	78,524	0.21%			
MICRONESIA, FED. ST. OF	44,442		44,442	788	60,100	0.18%	4,019	0.19%	36,475	1,459	3,746	0.19%	-	788	0.03%	67,865	68,653	0.19%			
MOZAMBIQUE	2,330,345		2,330,345	25,475	60,100	0.25%	5,648	0.26%	12,325	493	3,746	0.26%	-	9,079	0.38%	69,494	96,428	0.26%			
NEPAL	857,702		857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	14,325	493	3,746	0.21%	-	10,079	0.38%	68,845	78,524	0.21%			
NEPAL	857,702		857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	14,325	493	3,746	0.21%	-	10,079	0.38%	68,845	78,524	0.21%			
NICARAGUA	517,000		517,000	5,860	60,100	0.19%	4,353	0.20%	6,650	266	3,746	0.20%	-	6,126	0.23%	68,159	74,325	0.20%			
NIGER	857,702		857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	14,325	493	3,746	0.21%	-	10,079	0.38%	68,845	78,524	0.21%			
NIJER	857,702		857,702	9,586	60,100	0.20%	4,599	0.21%	14,325	493	3,746	0.21%	-	10,079	0.38%	68,845	78,524	0.21%			
PAKISTAN	17,556,628		81,177,803	195,942	60,100	0.74%	16,859	0.78%	294,750	11,790	3,746	0.78%	30,138,662	208,701	7.92%	80,705	219,406	0.79%			
PAPUA NEW GUINEA	1,469,903		1,469,903	16,263	60,100	0.22%	5,040	0.23%	22,475	899	3,746	0.23%	-	17,162	0.65%	68,866	86,046	0.23%			
RWANDA	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	0.23%	19,550	782	3,746	0.23%	-	15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%			
SAO TOME & PRINCIPE	129,036		129,036	1,700	60,100	0.18%	4,079	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	1,713	0.06%	67,925	69,638	0.19%			
SENEGAL	2,856,949		2,856,949	31,207	60,100	0.27%	6,026	0.28%	45,200	1,808	3,746	0.28%	-	39,915	1.25%	69,872	102,887	0.28%			
SIERRA LEONE	264,244		264,244	3,153	60,100	0.18%	4,175	0.19%	2,525	101	3,746	0.19%	-	3,254	0.12%	68,021	71,275	0.19%			
SLOVENIA	1,718,271		1,718,271	18,809	60,100	0.23%	5,200	0.24%	24,350	1,034	3,746	0.24%	-	19,805	0.74%	69,574	89,370	0.24%			
SOMALIA	607,675		607,675	6,597	59,200	0.19%	4,337	0.20%	6,275	251	3,746	0.20%	-	6,738	0.26%	67,283	74,041	0.20%			
SOUTH SUDAN	264,244		264,244	3,153	60,100	0.18%	4,175	0.19%	2,525	101	3,746	0.19%	-	3,254	0.12%	68,021	71,275	0.19%			
ST. LUCIA	1,618,593		1,618,593	17,777	60,100	0.29%	4,446	0.21%	8,775	351	3,746	0.21%	-	18,768	0.71%	68,966	87,754	0.21%			
SYRIAN ARAB REP.	638,796		638,796	7,257	60,100	0.20%	4,446	0.21%	8,775	351	3,746	0.21%	-	7,668	0.29%	68,292	75,900	0.21%			
TANZANIA	2,856,949		2,856,949	31,207	60,100	0.27%	6,026	0.28%	45,200	1,808	3,746	0.28%	-	39,915	1.25%	69,872	102,887	0.28%			
TOGO	1,298,010		1,298,010	14,338	60,100	0.22%	4,913	0.23%	19,550	782	3,746	0.23%	-	15,120	0.57%	68,759	83,879	0.23%			
TONGA	129,036		129,036	1,700	60,100	0.18%	4,079	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	1,713	0.06%	67,925	69,638	0.19%			
TONGA	129,036		129,036	1,700	60,100	0.18%	4,079	0.19%	325	13	3,746	0.19%	-	1,713	0.06%	67,925	69,638	0.19%			
TUVALU	33,867		33,867	365	59,200	0.17%	2,931	0.18%	45,200	1,808	3,746	0.18%	-	3,165	0.01%	66,877	67,242	0.18%			
UZBEKISTAN	2,097,973		2,097,973	23,102	60,100	0.24%	5,491	0.26%	32,875	1,315	3,746	0.26%	-	24,417	0.93%	69,337	93,754	0.24%			
VANUATU	331,756		331,756	3,877	60,100	0.18%	4,223	0.20%	3,625	145	3,746	0.20%	-	4,022	0.13%	68,669	72,091	0.20%			
YEMEN, REPUBLIC OF	2,666,517		2,666,517	27,064	60,100	0.25%	5,753	0.27%	38,900	1,556	3,746	0.27%	-	26,620	1.09%	69,599	98,219	0.27%			
ZAMBIA	656,643		656,643	7,576	60,100	0.20%	4,965	0.22%	11,950	451	3,746	0.22%	-	8,052	0.30%	68,741	76,790	0.22%			
ZIMBABWE	656,643		656,643	7,576	60,100	0.20%	4,965	0.22%	11,950	451	3,746	0.22%	-	8,052	0.30%	68,741	76,790	0.22%			
<b>Subtotal Interstitial Members</b>	<b>106,939,696</b>	<b>607,584,191</b>	<b>713,928,387</b>	<b>1,128,847</b>	<b>661,100</b>	<b>5.26%</b>	<b>-</b>	<b>0.00%</b>	<b>2,466,175</b>	<b>81,847</b>	<b>41,206</b>	<b>5.26%</b>	<b>235,626,991</b>	<b>13,338</b>	<b>237,085,566</b>	<b>51,022,448</b>	<b>702,306</b>	<b>1,925,558</b>	<b>5.24%</b>		
<b>Subtotal Receipts &amp; Interstitials</b>	<b>120,939,560</b>	<b>98,772,607</b>	<b>220,712,067</b>	<b>1,335,683</b>	<b>4,443,900</b>	<b>15.90%</b>	<b>331,444</b>	<b>17.24%</b>	<b>3,911,100</b>	<b>74,897</b>	<b>277,204</b>	<b>17.24%</b>	<b>48,553,569</b>	<b>14,122,942</b>	<b>53,606,511</b>	<b>5,102,448</b>	<b>53,606,511</b>	<b>43,516,990</b>	<b>17.72%</b>		
<b>Subtotal Non-Receipts</b>	<b>1,831,779,826</b>	<b>70,126,608</b>	<b>934,005,954</b>	<b>2,463,683</b>	<b>5,140,900</b>	<b>22.00%</b>	<b>381,444</b>	<b>17.24%</b>	<b>3,911,100</b>	<b>156,444</b>	<b>318,410</b>	<b>22.92%</b>	<b>283,490,310</b>	<b>16,044</b>	<b>283,538,835</b>	<b>5,094,754</b>	<b>5,094,754</b>	<b>38,335,883</b>	<b>77.46%</b>		
<b>Grand Total</b>	<b>2,058,689,082</b>	<b>291,788,183,139</b>	<b>293,846,831,221</b>	<b>24,029,706</b>	<b>10,455,448</b>	<b>100.00%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1,124,888,556</b>	<b>36,778,307</b>	<b>100.00%</b>	

Note:  
Current Status (e 1 to e 6) It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated for purposes of the voting rights adjustment by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars at the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.2655 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Nineteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

Allocation of Additional Votes: Receipt and Interstitial subscription votes allocated under IDA20 in column (f-2) comprises of votes allocated based on IDA20 contributions as per Table 1. Imputed for the agreed acceleration of the encashment schedule from eleven to nine years, and, where relevant, for differences of the agreed encashment schedule from the standard encashment schedule.



IDA Resolutions No. 248  
Page 17 of 19

**Additional Resources Provided under IDA20 in SDRs or Freely Convertible Currencies:** The amounts shown in column (6.3) represent the additional resources provided under IDA20 for Recipients and Interestist members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table IA-CcC. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period March 1 to August 31, 2021 (SDR1=USD1.4394).

**The Total Voting Power % (Current Status [before IDA20]):** It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Bulgaria, using the pre-IDA20 voting rights framework.

**Subscription carrying votes (S) and Subscriptions (S):** With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided since IDA20 (including those provided for exercise of preemptive rights) are allocated to Subscriptions (S). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (S) and Contributions (S).

IDA Resolutions No. 248  
Page 18 of 19

**Attachment I**

**INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION**

**Addition to Resources: Twentieth Replenishment**

**Instrument of Commitment**

Reference is made to Resolution No. \_\_\_ of the Board of Governors of the International Development Association entitled "Additions to Resources: Twentieth Replenishment", which was adopted on \_\_\_\_, 2022 ("the Resolution").

The Government of \_\_\_\_\_ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 3 of the Resolution that it will make the subscriptions<sup>1</sup> authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of \_\_\_\_\_.<sup>2 [3]</sup>

\_\_\_\_\_  
(Date)

\_\_\_\_\_  
(Name and Office)<sup>4</sup>

- \_\_\_\_\_  
<sup>1</sup> This form of Instrument of Commitment may be used for a Member's regular subscription and any Debt Relief Additional Contribution either under a separate instrument or combined.
- <sup>2</sup> Pursuant to paragraph 6(b) of the Twentieth Replenishment Resolution, members referred to in paragraph 4(b) of the Resolution are required to denominate their subscription, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 6(b) of the Resolution. For members referred to in paragraph 4(a) of the Resolution, payment will be made as provided in paragraph 6(a) of the Resolution.
- <sup>3</sup> [In addition to this amount, the member will contribute \_\_\_\_\_ which represents the grant element of the Concessional Partner Loan (only applicable for CPL subscriptions).]
- <sup>4</sup> The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

IDA Resolutions No. 248  
Page 19 of 19

**Attachment II**

**Encashment Schedule for IDA20 Contributions  
(Percent of Total Contributions)**

<u>Fiscal Year</u>	<u>Standard Schedule</u>
2023	4.7
2024	11.2
2025	17.0
2026	17.3
2027	15.2
2028	13.1
2029	10.2
2010	7.0
2031	4.3
	<hr/>
	100.0



# Résumé

## **Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)**

L'objet du projet de loi consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et ce à concurrence de 61 210 000 euros

L'AID est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 74 pays les plus pauvres du monde.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action.

Les négociations pour la vingtième reconstitution des ressources de l'AID (d'AID-20) se sont conclues en mars 2022 par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains pour le financement de projets sur la période de trois ans se terminant le 30 juin 2025.

Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le financement aidera ainsi les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans un contexte de crises en cascade : changement climatique, COVID-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays contributeurs se sont engagés à apporter 23,5 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux financements supplémentaires levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux contributions de la Banque mondiale elle-même.

Le Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21% de l'enveloppe globale de l'AID. Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61 210 000 euros.

L'amortissement de ce billet et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %

	<b>61 210 000 €</b>	<b>100,00%</b>
--	---------------------	----------------